

Université de Montréal

Les intellectuels allemands et la remilitarisation de la politique étrangère (1990-1999)

par

Martine Drapeau

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maître ès arts (M.A.)

Décembre 2000

©Martine Drapeau 2000



2001.07.10

Université de Montréal

Les intellectuels algériens et la contribution de la politique étrangère (1990-1999)

par

Mohamed Lagas

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

D
7
L54
2 001
N. 019

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences

en vue de l'obtention du grade de

Maîtrise en arts (M.A.)

Décembre 2001

Évaluation (Président 2001)



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:
Les intellectuels allemands et la remilitarisation de la politique étrangère
(1990-1999)

présenté par:
Martine Drapeau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:



Université de Montréal

C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

Président-rapporteur : Louis Michel
Directeur de recherche : Paul Létourneau
Membre du jury : Michael Huberman

Mémoire accepté le 16 mai 2001

Mémoire accepté le:

Sommaire

Peu après son unification, l'Allemagne fut appelée par ses alliés à s'impliquer militairement dans le règlement des conflits qui avaient lieu hors de la zone de l'OTAN. La République fédérale avait, depuis sa création, maintenu autant que possible une position de retrait et cherché à participer au maintien de l'ordre mondial par l'entremise d'organismes supranationaux. Aussi, la soudaine insistance des Américains, lors du déclenchement de la guerre du Golfe persique, à ce que l'Allemagne cesse de se borner à de simples fonctions économiques et s'active plutôt à appuyer militairement les puissances occidentales, a bouleversé toutes les sphères de la société allemande. Le groupe qui nous intéresse ici est celui de l'élite intellectuelle et politique.

La guerre dans le Golfe fut le point de départ d'un débat opposant la gauche aux néo-conservateurs. L'opinion gauchiste en matière de défense, largement partagée par la plupart des représentants de l'intelligentsia, est fort simple: en raison de son histoire et par respect pour ses voisins, l'Allemagne devait renoncer à l'application d'une politique extérieure basée sur la force militaire. Alors qu'en 1990 une majorité écrasante d'intellectuels dénonçait l'envoi de soldats allemands en Méditerranée, le point de vue interventionniste réussit à s'affirmer à travers les horreurs commises durant la guerre civile en Somalie, en ex-Yougoslavie et au Kosovo, ainsi qu'à l'accoutumance des Allemands à la présence de la *Bundeswehr* au front. Par ailleurs, cette remise en question s'est répandue à d'autres aspects, tout aussi délicats, de l'Allemagne réunifiée soit, le nouveau rôle que devait désormais tenir la République fédérale et la place du nationalisme.

La question centrale du travail: le changement des mentalités, entourant la question de la politique étrangère et de la perception que les Allemands ont d'eux-mêmes, est-il suffisamment significatif pour nous permettre de conclure à une transformation fondamentale des certitudes et des convictions traditionnelles chez les intellectuels?

Table des matières

Sommaire	i
Table des matières	ii
Liste des abréviations	iii
Remerciements	iv
Dédicace	v
Introduction	p. 1
Chapitre 1 <i>Die Wende</i> : avant et après.	p. 6
1.1 L'intellectuel ouest-allemand.	p. 6
1.2 Politique étrangère et culture de retenue.	p. 12
1.3 Le monde d'après guerre froide et le renversement des certitudes.	p. 17
1.3.1 Guerre du Golfe et résistances allemandes.	p. 17
1.3.2 Débat entre pacifistes et bellicistes.	p. 20
1.3.3 Position de Jürgen Habermas.	p. 25
1.3.4 Pressions des Alliés et début de la remise en question.	p. 30
Chapitre 2 Multiplication des foyers de crise et changement du <i>Zeitgeist</i> .	p. 36
2.1 Le conflit yougoslave et le cas somalien.	p. 36
2.2 Débat constitutionnel et intérêts nationaux	p. 42
2.3 Maintien de la paix et conception de la guerre juste.	p. 46
2.4 Un rôle à la mesure de l'Allemagne: théorie de Schöllgen.	p. 52
2.5 Peut-on parler d'une remilitarisation de la politique étrangère?	p. 58
Chapitre 3 Effritement du consensus de la gauche.	p. 63
3.1 L'affaire Strauß.	p. 63
3.2 La nouvelle droite.	p. 68
3.3 La nouvelle coalition et le conflit au Kosovo.	p. 76
3.4 Fatigue idéologique et humeur des penseurs allemands.	p. 91
Conclusion	p. 97
Bibliographie	p. 101

Liste des abréviations

CDU: Union chrétienne démocrate.

CSU: Union chrétienne sociale.

FDP: Parti démocrate libre.

FORPRONU: Force de protection des Nations Unies en ex-Yougoslavie.

OSCE: Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe.

OTAN: Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

PDS: Parti du socialisme démocratique.

RFA: République fédérale d'Allemagne.

RDA: République démocratique allemande.

SED: Parti socialiste unifié d'Allemagne.

SPD: Parti social-démocrate d'Allemagne.

Remerciements

La réalisation de ce mémoire n'aurait pu être possible sans l'appui de mon directeur, M. Paul Létourneau, et sans l'aide du Centre canadien d'études allemandes et européennes, qui m'a permis de compléter mes recherches en Allemagne.

Un merci spécial au «groupe de soutien», à Marie-Claude, Judith, Mathieu, Alexandre, maman. Et à David, qui a su trouver les mots.

À mon père

Introduction

La question du rôle de la Bundeswehr (l'armée fédérale) fut l'un des plus importants contentieux de l'Allemagne contemporaine. Nous estimons que la série de conflits qui se déclenchèrent durant la décennie qui a suivi l'effondrement du Mur a favorisé l'accoutumance à l'idée d'une présence allemande plus active dans le monde, de même qu'une nouvelle assurance en politique étrangère.

L'hypothèse de départ est qu'il y a effectivement renforcement de la tendance conservatrice depuis dix ans parmi l'intelligentsia allemande et que l'ajustement de plusieurs face aux horreurs commises dans le monde, ainsi qu'aux nouvelles contraintes qu'exige la fin de la partition du pays, en est une des manifestations. En effet, les lettres ouvertes dans les journaux et revues ainsi que les déclarations publiques en faveur d'une politique extérieure à la mesure de la puissance allemande se sont multipliées. De plus, l'usage de certains termes qui, jusqu'à tout récemment étaient encore tabous tels que «nation» et «intérêts d'Etat», est assez révélatrice. Nous serions d'emblée portés à conclure qu'il s'agit ici d'un conflit de générations. Entre celle qui a connu le national-socialisme et fait d'Auschwitz un dogme, et celle qui a bénéficié de la prospérité et de la stabilité du régime d'Helmut Kohl et qui est entièrement tournée vers l'avenir. Certes, le camp des bellicistes¹ s'est accru d'une nouvelle génération de penseurs plus sûre

¹Ceux qui préconisent l'emploi de la force dans les relations internationales.

d'elle-même et de la place que devrait tenir son pays, mais aussi d'un nombre important d'ardents pacifistes ayant révisé leur position. Ce phénomène nous intéresse particulièrement, puisqu'il met en évidence la nature et l'étendue du bouleversement des principes fondamentaux chez les penseurs en Allemagne. Il témoigne d'une rupture majeure dans l'histoire des mentalités.

L'ensemble des documents étudiés se compose d'ouvrages généraux et de monographies permettant de cerner le contexte ainsi que les grandes lignes de la politique étrangère en Allemagne depuis 1989. Cependant, le travail s'appuie essentiellement sur des articles de journaux et revues parus en République fédérale de 1990 à 1999. Ces témoignages et critiques, publiés dans des quotidiens ou des hebdomadaires, ont permis de dégager directement les grands courants de pensée concernant le rôle que l'Allemagne devrait jouer dans le monde. Ils rendent aussi possible la vérification, par le dépouillement des écrits d'un même individu sur une période de temps donnée, des constantes ou des changements, des nuances ou des contradictions, par rapport aux idées défendues au départ. Ces sources offrent un terrain fertile pour analyser la dimension philosophico-littéraire de l'identité allemande contemporaine.

Nous retracerons les grands événements, au sein des sphères tant politiques qu'intellectuelles, qui entraînèrent l'érosion de la rhétorique pacifiste. Il s'agira de définir les étapes de la transformation des mentalités,

et dans quelle mesure l'adaptation est passée de forcée à volontaire. Dix ans après la réunification, qu'en est-il du paysage intellectuel en Allemagne? Quelle est l'éthique de la République de Berlin? Que sont devenus les idéaux de ses penseurs?

En raison du caractère très actuel du sujet, son historiographie est en devenir, mais il existe tout de même quelques repères. Plusieurs écrivains et chercheurs allemands se sont penchés sur la vie intellectuelle de la République fédérale (Schneider, Wolf, Lenz, Luhmann, Glotz) fournissant ainsi un point de vue de l'intérieur, avec les avantages et les limites que cela implique. En outre, contrairement à bon nombre d'essais parus depuis quelques années, il n'est pas question ici d'un événement unique dans un temps arrêté, ou d'un seul individu. Il existe un grand nombre de monographies², par exemple, sur la position des écrivains sous le régime de la SED, ou pendant le *Wende*³, ou bien sur des figures marquantes comme Böll ou Grass. On propose ici un portrait sur dix ans, à la jonction de l'histoire politique et de celle des idées, qui tente de faire le point sur l'évolution des mentalités.

²Quelques titres pertinents: Jost Herman et Marc Silberman, *Contentious memories: looking back at the GDR*, New-York, P. Lang, 1998, 251 p.; Hansgünter Mayer, *Intelligenz, Wissenschaft und Forschung in der DDR*, Berlin, W. de Gruyter, 1990, 250 p.; Wolfgang Bialas, *Vom unfreien Schweben zum freien Fall: ostdeutsche Intellektuelle im gesellschaftlichen Umbruch*, Frankfurt, Fischer Taschenbuch, 1996, 309 p.; Anne-Marie Corbin Schuffels, *La force de la parole: les intellectuels face à la RDA et à l'unification allemande, 1945-1990*, Villeneuve-d'Ascq, Presse universitaire du Septentrion, 1998, 279 p.

³Die *Wende* signifie «le tournant». Expression qui désigne les événements de 1989.

La polémique étudiée est d'une importance majeure dans la vie politique et intellectuelle de la République fédérale. Beaucoup plus qu'un simple battage médiatique, cette querelle est symptomatique d'un changement des perceptions en Allemagne, d'une révolution intérieure faisant voler en éclats quarante ans d'abstention et qui ne sera pas sans avoir d'impact sur la suite de l'histoire allemande. Les points de litige de ce débat dépassèrent largement le cadre théorique et très pointu de la discussion entre penseurs et spécialistes. Dans le cas présent, on touche à des sujets qui remuent les valeurs de toute une société, des thèmes qui hantent le peuple allemand, dont le plus important est certainement celui de l'identité. Naturellement, plusieurs questions se posent autant de la part des pays étrangers que des Allemands eux-mêmes: la République fédérale serait-elle réellement en passe de devenir un pays normal? Ce passé qui est toujours apparu insurmontable est-il en train d'être maîtrisé? Y a-t-il lieu de s'inquiéter de la formation d'un nouveau consensus, celui-là à couleur nationaliste? Les réponses, à chacune de ces interrogations, sont cruciales pour cette nation qui s'inquiète de sa propre force, qui craint de voir l'histoire se répéter.

Dans le premier chapitre, nous verrons le statut de l'intelligentsia en Allemagne depuis la fin de la guerre, et quelles étaient les bases de la politique étrangère de la République fédérale avant la réunification. De ce point de départ seront mises en perspective les réactions face à la crise dans le Golfe persique, la rhétorique fondatrice d'Habermas en matière

d'abstention et l'amorce d'un changement politique et intellectuel comme impact de la crise.

Le second chapitre aura pour objet l'accroissement du nombre de conflits mondiaux. Une attention particulière sera accordée au cas yougoslave, pierre de touche d'un questionnement fondamental, et à ses effets: débat constitutionnel, remise en question de la gauche et émergence du discours en faveur de la réintroduction de la force comme outil politique en Allemagne. Plus particulièrement, nous ferons le point sur les thèses de l'historien Gregor Schöllgen.

Le dernier chapitre fera état des brèches dans l'esprit du temps, soit, l'apparition de la nouvelle droite, ainsi que les prises de position singulières de la nouvelle coalition gouvernementale. Nous nous pencherons sur la guerre au Kosovo, dernier conflit à l'étude, où il y eut affirmation délibérée de la tendance amorcée au début des années 1990, et qui apparaît comme le coup décisif ayant précipité retournements et abdications chez les intellectuels.

Chapitre 1

Die Wende: avant et après

En raison des bouleversements causés par la chute du communisme et l'unification, l'Allemagne a perdu ses repères habituels en matière de politique extérieure. Du jour au lendemain, elle avait vu son retrait des affaires du monde brutalement remis en question par ceux-là même qui l'avaient exigé après la guerre, les Alliés. Coincée entre ses convictions et les nouvelles nécessités internationales, ses premières expériences à titre de pays uni ayant entièrement recouvré sa souveraineté furent ardues. Les écrivains allemands, qui s'étaient donné pour mission d'être les gardiens de la probité de la RFA, suivirent et commentèrent toutes les étapes de la transition.

1.1 L'intellectuel ouest-allemand

Peu après la Seconde Guerre mondiale, les intellectuels, qu'ils soient universitaires, journalistes, hommes politiques éclairés ou écrivains engagés, se sont investis activement et ont occupé une position de premier plan dans la sphère publique allemande. Ils installèrent les bases de la culture de discussion et de protestation (*Kulturstreit*) qui fut l'un des accomplissements

les plus importants de la RFA⁴. A l'Ouest, l'intellectuel était en quelque sorte un représentant de la «justice abstraite, de la conscience critique de la nation, l'avocat des principes universels» (Finkielkraut). En outre, ils jouèrent un rôle-clé dans la rééducation et la démocratisation de la société allemande d'après-guerre. Dans tous les grands moments de la vie politique, «ils ont pris la parole, commenté les événements, dans leurs livres bien sûr, mais aussi en public, depuis les préaux des écoles jusqu'aux plateaux de télévision».⁵

La génération d'écrivains qui prit son essor pendant l'occupation se situait majoritairement à gauche de l'échiquier politique. En fait, pour être considéré comme un bon écrivain, il fallait être de gauche; la moralité politique la plus élémentaire rendait toute autre attitude inadmissible. On parle de cette période comme étant celle du règne du consensus. Ses représentants, presque tous membres du Groupe 47⁶, mettaient l'accent sur la responsabilité sociale de l'auteur. Virulents critiques du régime d'Adenauer, qui ne leur inspirait que méfiance et soupçon, ils ont répandu l'idée que l'Allemagne de l'Ouest avait encore beaucoup de défauts de l'ancienne Allemagne, notamment un penchant pour l'autoritarisme, une

⁴Jochen Vogt, "Have the Intellectuals failed? On the Sociopolitical Claims and the Influence of Literary Intellectuals in West Germany", *New German Critique*, hiver 1993, pp. 3-23.

⁵Olivier Mannoni, *Un écrivain à abattre. L'Allemagne contre Günter Grass*. Paris, Ramsay, 1996, p. 57.

⁶Association informelle d'écrivains et de critiques fondée par Hans Werner Richter. Les réunions annuelles, fréquentées par les plus grands auteurs de l'époque (Heinrich Böll, Paul Celan, Günter Eich, Helmut Heissenbüttel, Peter Weiss, pour ne nommer que ceux-là), furent le lieu de débats extraordinairement vivants.

hiérarchie rigide, une domination des affaires et de l'industrie, ainsi qu'une totale indifférence de la population pour les vraies valeurs démocratiques.

Les années soixante furent marquées par la révolution culturelle. Les nombreuses contestations étudiantes se déroulèrent sous le regard bienveillant des médias et accentuèrent l'influence des penseurs dans la société allemande⁷. Les représentants de l'intelligentsia littéraire et politique, plus que jamais hostiles au régime, vilipendaient les imperfections de la démocratie ouest-allemande et son indifférence au devoir moral de repentir qu'imposaient les malheurs et les injustices de l'Allemagne du passé. Par ailleurs, malgré le mythe de l'écrivain impuissant et sans patrie qui circulait à l'époque, il n'en demeure pas moins que leur pouvoir était immense⁸. En plus d'être les «souffleurs de l'esprit du temps»⁹, la gauche s'était emparée de toutes les positions de contrôle dans le monde artistique. La majorité des théâtres, des grands journaux, des comités de lecture des maisons d'édition, étaient entre ses mains. Pour les représentants de la génération de soixante-huit (Grass, Schneider), l'Holocauste et la défaite des nazis avaient une place centrale dans leur vie. La littérature engagée, alors foisonnante, servait ni plus ni moins d'instrument à ces penseurs à l'affût des dérapages, d'un possible retour des tendances dangereuses en République fédérale.

⁷Dennis L. Bark et David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*. Paris, Robert Laffont 1992, p. 572.

⁸Les nationaux-socialistes, dès leur arrivée au pouvoir, avaient cherché à faire taire les opposants politiques en les envoyant dans les prisons spéciales, et parmi eux on retrouvait un bon nombre d'auteurs. Depuis, l'écrivain était resté dans l'esprit des intellectuels démocrates la victime de l'oppression barbare.

⁹Siegfried Lenz, "Das Lächeln der Macht", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 août 1995, p. 1.

L'expiation jouait un grand rôle dans l'esprit allemand et apparaissait comme «une manière d'exprimer le remords de n'avoir pas assez réagi quand il était temps». ¹⁰ Ce mélange d'activisme et de terrorisme politique de l'extrême gauche culmina dans les années soixante-dix, avec l'éclatement des manifestations dénonçant l'armement nucléaire. La société allemande compte d'illustres icônes de résistance issues de cette époque, notamment Ulrike Meinhof, qui fut journaliste puis terroriste, ainsi que Baader et Ensslin, qui travaillèrent à ses côtés.

Le penchant des intellectuels pour un moralisme politique rigoureux avait pris la forme d'un intérêt obsessionnel pour le passé nazi et fit du III^e Reich une sorte d'entité quasi mythologique. Pendant ce temps, à l'Est la réalité était tout autre. La RDA, Etat anti-fasciste auto-proclamé, s'était considérée dès sa naissance comme vierge de toute culpabilité. Le fascisme étant la seule cause de la catastrophe allemande, l'éradication complète de celui-ci, grâce à l'arrivée au pouvoir des socialistes, avait permis de faire amende honorable de l'histoire récente et empêchait la possibilité que cela se reproduise dans la «meilleure Allemagne». Cette vision fut totalement endossée par la population, pauvre et opprimée (situation qui contrastait grandement avec celle de ses compatriotes au-delà du Mur), qui avait le sentiment de faire les frais de la guerre, d'être la victime des Alliés. Les

¹⁰Brigitte Sauzay, *Le vertige allemand*. Paris, Olivier Orban, 1985, p. 234. En effet, les écrivains d'après-guerre ont lourdement reproché à leurs prédécesseurs d'avoir laissé faire le nazisme.

penseurs est-allemands se sont dissociés de ce pan d'une histoire qui était aussi la leur et laissèrent à l'Ouest la tâche d'assimiler le passé.

Cet effort constant de vouloir souligner la faute atteignit son zénith lors de la querelle des historiens (*Historikerstreit*)¹¹, qui eut lieu à la fin des années quatre-vingt et qui s'est révélée comme une victoire du point de vue moral de la gauche et une confirmation de son autorité. Les spécialistes eurent le plus grand mal à présenter publiquement le régime national-socialiste comme un phénomène historique et à le replacer dans un contexte idéologique, sans se faire accuser d'«apologistes» et de «néo-nazis» par les représentants de la révolution culturelle.

Or, pendant les quelques mois qui suivirent la réunification, la gauche allemande a pris ses distances envers la sphère politique et s'est retirée dans un mutisme qu'on ne lui connaissait pas. Ses représentants, désenchantés et frustrés par une réunification qui s'était faite sans eux, refusaient en majeure partie de commenter l'événement¹². Ils avaient, pour

¹¹Querelle déclenchée par un article de l'historien Ernst Nolte publié en 1986, le désormais très célèbre "Die Vergangenheit die nicht vergehen will" (le passé qui ne veut pas passer), qui remettait en question l'unicité de l'Holocauste. Il s'efforçait d'établir un parallèle entre les crimes staliniens et les crimes nazis et de convaincre ses pairs que le nazisme n'était qu'un phénomène historique parmi tant d'autres, devant être replacé dans son contexte, celui des années 1930-1940. Ces hypothèses provoquèrent une discussion enflammée dans la presse écrite. En regard des critères moraux de l'intelligentsia, l'historisation de ce phénomène n'était tout simplement pas éthique. Pour une bonne synthèse, voir le collectif *Devant l'histoire: les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Cerf, 1988, 353 p.

¹²Sauf Günter Grass qui, même après qu'elle se fût réalisée, poursuivit son combat contre l'Etat allemand unifié. Dans son roman *Ein weites Feld* publié en 1995, il écorchait encore une fois la réunification et portait un regard sévère sur l'Allemagne des années '90.

la plupart, rejeté depuis longtemps la possibilité d'une Allemagne unie à nouveau, principalement parce que la division était le prix à payer pour les malheurs causés par le III^e Reich. Ajoutons à cela le scandale entourant l'affaire Christa Wolf, écrivaine est-allemande et symbole même de la résistance, à propos de sa collaboration avec le régime de la SED. Cette révélation fit l'effet d'une bombe dans le milieu et heurta les idées reçues de ces derniers, à savoir le bonus de vertu et de dissidence accordé pendant toutes ces années aux écrivains de l'Allemagne de l'Est. L'échec de la RDA et la mise à nu de ses méthodes avaient exposé à la honte la supposée alternative anti-fasciste, marquant la fin d'un rôle jamais questionné de la vie intellectuelle ouest-allemande. Les discussions houleuses avaient fait place à un silence embarrassé, les penseurs ayant été accusés de n'avoir pas su lire le cours des événements et d'avoir manqué de compassion envers les Allemands de l'Est. Il faudra attendre la guerre du Golfe pour que la discussion reprenne. Les premiers signes d'effritement du consensus et de réévaluation du passé, accentués par les bouleversements de 1989¹³, préparèrent-ils (la pensée ayant horreur du vide) le terrain à l'émergence d'une nouvelle voix?

¹³Le vent avait commencé à tourner quelques années plus tôt, tendance qui fut révélée par trois événements. Le premier nous ramène à une allocution prononcée par Kohl en 1984 lors d'un séjour en Israël. Evoquant la responsabilité allemande dans le génocide, ce dernier affirma avoir bénéficié de la «grâce d'une naissance tardive»: en 1945, il n'avait que quinze ans et n'avait donc pu commettre de fautes pendant la période nazie. Les médias s'étaient empressés d'accuser le chancelier de vouloir fuir ses responsabilités. Il y eut ensuite l'affaire Bitburg: au début de 1985, ce cimetière allemand fut visité par Reagan et Kohl afin de rendre hommage aux victimes allemandes de la guerre, alors que plusieurs membres de la Waffen-SS y avaient été enterrés. En dernier lieu, on retrouve l'*Historikerstreit*.

1.2 Politique étrangère et culture de retenue

Krieg ist das Versagen der Politik- Frieden
der Meisterwerk der Vernunft¹⁴
-Richard von Weizsäcker

Im übrigen aber finden die Deutschen, sie
hätten jedenfalls in diesem Jahrhundert
genug geschossen¹⁵
-Peter Glotz

Lorsque la RFA fut créée en 1949, les Alliés lui interdisaient alors tout arsenal militaire. Quand fut prise la décision au milieu des années cinquante de réarmer l'Allemagne, il ne s'agissait pas d'une réhabilitation au sens où celle-ci aurait retrouvé un statut de puissance dite classique et dont les forces armées auraient été un instrument «normal» d'Etat. La contribution militaire ouest-allemande était alors intégrée à l'effort américain afin de contenir l'expansion soviétique et se trouvait, en conséquence, entièrement ancrée dans l'OTAN. Aussi, les Alliés se sont réservés le droit de la priver de toute structure militaire de commandement et de restreindre son mandat à la seule défense de son territoire¹⁶. Il était très clair que l'Allemagne n'utiliserait jamais de manière offensive ses armes, à moins qu'un événement, conforme à sa Constitution et à la charte des Nations Unies, ne

¹⁴La guerre est l'échec de la politique- la paix est l'oeuvre-maîtresse de la Raison.

¹⁵Du reste, les Allemands considèrent dans ce siècle qu'ils ont suffisamment tiré de balles.

¹⁶Ronald D. Asmus, "The Future of German Strategic Thinking" dans Gary Geipel, dir. *Germany in a new Era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993, p. 113.

l'exigeât. Dans un tel contexte, la République fédérale était beaucoup plus bénéficiaire de la stabilité et de la sécurité globale qu'une contributrice. La conscience d'avoir un potentiel militaire uniquement voué à la défense du territoire national et au service des puissances occidentales, afin de pouvoir réagir rapidement en cas d'attaque soviétique, a prévalu pendant quarante ans et déterminait encore en 1990 le comportement des hommes politiques allemands.

L'histoire de l'Allemagne d'après-guerre est celle d'un lent regain de confiance. C'est grâce à son discours pacifique et à son comportement irréprochable qu'elle a réussi à renverser les craintes de l'Occident et que la réunification a pu être possible. Le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale avait définitivement discrédité l'usage de la force, qui rappelait les excès du national-socialisme, sa glorification de la guerre et son culte de la politique de puissance; c'est le passé qui a largement dicté sa retenue dans les affaires internationales¹⁷. La République fédérale s'était donnée pour mission de faire désormais tout en son pouvoir, en réparation des dommages causés, pour que l'Europe, maintenant libérée du communisme, jouisse de la paix. Dans pareil contexte, personne alors n'aurait songé à la possibilité que les forces allemandes puissent être appelées à assister les autres membres de l'Alliance; la Bundeswehr avait été créée dans le but de dissuader et non de se battre.

¹⁷Voir la remarquable monographie de Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament. Memory and power in the new Europe*. Ithaca et London, Cornell University Press, 1997, 248 p.

L'Allemagne éprouvait invariablement de la difficulté à reconnaître la légitimité de la puissance militaire comme instrument politique, et persistait à trouver douteuse la notion qu'une démocratie responsable peut et doit, dans certaines circonstances, avoir recours à la force pour préserver sa stabilité et défendre les principes des lois internationales. Elle avait choisi d'être une «puissance civile»¹⁸, c'est-à-dire de favoriser la diplomatie et l'utilisation de moyens non-militaires dans la gestion des conflits. Les Allemands jugeaient avoir tiré leçon de l'histoire, de telle sorte que l'enjeu était désormais de créer un monde où la violence n'était plus un outil acceptable pour arriver à ses fins en politique. On jugeait devoir maintenant laisser les guerres et les combats aux autres et faire preuve de modestie. La croyance à l'effet que cela correspondait aux vœux de ses partenaires était profondément ancrée. Par ailleurs, le monde d'après-guerre avait renforcé l'idée que la puissance était un concept dépassé. Le passage du temps, jumelé à la paix permanente et à la prospérité ont approfondi la conviction que le pouvoir militaire était anachronique, trop risqué, et qu'il nuisait à la bonne marche du commerce international.

Le multilatéralisme fut la composante essentielle de la politique extérieure allemande, de même que le principal frein au fameux *Sonderweg*.¹⁹ Cette forme d'organisation, fondée sur un ensemble de

¹⁸Expression que l'on doit à Ronald Asmus.

¹⁹«Voie particulière» qu'aurait empruntée l'Allemagne à partir du XIX^e siècle, qui se distingue de celle suivie par des puissances comparables comme la France et la Grande-Bretagne. Ce chemin spécifique, ouvertement anti-occidental, s'appuyait sur un système hiérarchique autoritaire, une administration rigide (opposée au système parlementaire), et sur des notions de *Weltpolitik* liées à une certaine idée de «mission allemande».

structures d'intégration et de coopération, cherchait à atteindre des objectifs internationaux à travers la collaboration et la mise en commun des moyens de pouvoir, ce qui convenait parfaitement à l'Allemagne. Les principes, normes, règles et procédures de prise de décision bien établies rendaient les relations inter-étatiques plus prévisibles.

La République fédérale a excellé dans la patiente et discrète poursuite de ses buts nationaux à travers les institutions multilatérales et la négociation²⁰. Une telle concentration des instruments de pouvoir dans un cadre polycentrique favorisait la préservation de la stabilité internationale et de la sécurité économique, résultat qui constituait le fondement même de l'intérêt national allemand. Quelques-uns ont qualifié le multilatéralisme d'«attritionnel», l'ont perçu comme une forme de punition puisque le pays trouvait ses intérêts dissous parmi ceux d'une collectivité plus large. Or, nous sommes portés à croire que le multilatéralisme était, pour la plupart des Allemands, beaucoup plus une source de réconfort que de frustrations.

Enfin, les dix-huit ans du ministre Hans-Dietrich Genscher passés aux Affaires étrangères ont aussi façonné le comportement de l'Allemagne dans ses relations avec le monde. Ce dernier avait toujours entièrement basé sa stratégie sur une politique de «responsabilité», antithèse même de la politique de pouvoir. Il avait fait de la justice et de la moralité ses principes

Plusieurs chercheurs ont attribué au *Sonderweg* le lourd fardeau de la Seconde Guerre mondiale.

²⁰Timothy Garton Ash, "Germany's choice", *Foreign Affairs*, juillet-août 1994, p. 71.

premiers et préconisait un système de sécurité coopératif ainsi qu'une politique du bon exemple. Par ailleurs, il avait voulu amoindrir les souvenirs affreux de l'histoire récente par une politique étrangère généreuse qui incluait l'entière intégration dans les alliances, le bannissement de la guerre d'agression, une politique libérale d'accueil des immigrants, de compensations aux victimes du nazisme et le refus de toute action militaire pouvant suggérer que l'Allemagne était oublieuse du passé. Cette volonté de Genscher de satisfaire l'inclination des Allemands à demeurer en retrait des manigances propres à la politique traditionnelle explique en grande partie sa popularité et sa longue carrière.²¹

Les mois qui suivirent la réunification établirent clairement la direction de la politique allemande: on entendait poursuivre l'intégration de la République fédérale dans les principales organisations internationales et s'abstenir de l'usage d'instruments militaires. L'Allemagne chercha à rassurer ses voisins, en réaffirmant son ancrage à l'Ouest, ainsi que ses intentions pacifiques par l'entremise notamment de l'article 2 du traité 2+4²² déclarant que «seule la paix surgirait du sol allemand». Continuité était le mot d'ordre, et ce, malgré son importance géopolitique nouvelle. Forte de 81 millions d'habitants, elle représentait maintenant le cinquième de l'Europe et plus du tiers du poids économique de l'UE. A l'intérieur de ce cadre

²¹Voir article de Christoph Bertram, "Der Riese, der ein Zwerg sein möchte", *Die Zeit*, 26 avril 1991, p. 3.

²²Négociations sur les aspects extérieurs de l'unité allemande entre les deux Etats allemands et les quatre puissances d'occupation.

totallement nouveau et pour la suite des événements, dans quelle mesure le *statu quo* s'avèrait-il être la réponse adéquate?

1.3.1 Guerre du Golfe et résistances allemandes

Au moment de l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, les accords de la réunification n'étaient pas encore complétés. Alors engagés entièrement dans ce processus complexe, les hommes politiques allemands tardèrent à réagir aux exhortations des Américains à participer financièrement et militairement aux opérations dans le Golfe. Bonn en vint à accepter que le territoire allemand serve de tremplin aux contingents américains lors des opérations contre l'Irak, permettant ainsi une intervention militaire rapide. Le 15 septembre 1990, le gouvernement allemand annonçait l'envoi d'équipement spécialisé, la mise à la disposition des Alliés de moyens logistiques, ainsi qu'une participation financière de 3 millions DM²³; on était encore loin de consentir à un déploiement de l'armée. Cependant, les missiles irakiens qui tombèrent sur Israël en janvier 1991 finirent de convaincre les hommes politiques d'impliquer davantage leur pays. Des unités de déminage furent envoyées en Méditerranée orientale et 200 soldats allemands furent postés en Turquie sous la gouverne de l'OTAN. Ceux-ci auraient pu alors, au besoin, intervenir sur-le-champ; il était implicitement

²³Paul Létourneau, "L'Allemagne dans le nouvel ordre international", *Revue québécoise de science politique*, automne 1993, p. 116.

entendu, toutefois, que cette option ne devait être envisagée qu'en dernier recours. Ces mesures, jugées nettement insuffisantes par Washington, et le manque initial de diligence de la part du gouvernement allemand, ont été l'objet de sévères critiques.

Bien que l'apathie première de la République fédérale exaspéra les Américains, précisons cependant que le désir de voir l'Allemagne prendre part militairement au conflit était loin de faire l'unanimité au sein de la Communauté internationale. La perspective d'une implication allemande avait aussi donné des sueurs froides, notamment à la France et aux pays de l'Est²⁴, alors que d'autres affichaient une position ambiguë. C'était le cas des Britanniques, qui souhaitaient un peu plus de solidarité de la République fédérale, mais qui ne voulaient surtout pas d'une dérive vers le militarisme à la prussienne. Cette sensibilité manifestée par les voisins avait certainement eu une influence déterminante sur le comportement de l'Allemagne.

Parmi les justifications invoquées par les dirigeants allemands afin d'expliquer leur immobilisme, on retrouvait d'abord la Constitution qui, en principe, interdisait tout engagement militaire hors du territoire de l'OTAN. Une entorse à la Loi fondamentale étant non-recevable, les Allemands avaient donc les mains liées. Les traités internationaux sur l'unité allemande n'avaient d'ailleurs pas été tous ratifiés par les pays concernés, ce qui rendait

²⁴Sylvie Lemasson, "L'Allemagne et la crise du Golfe", *Documents*, no°5/1990, pp. 18-21; Peter Merseburger, "L'Allemagne vue de l'extérieur. Questions critiques sur le rôle de l'Allemagne dans un nouvel ordre mondial", *Documents*, no°4-5/1992, pp. 171-177.

hâtive toute intervention hors de ses frontières. En outre, la présence d'un important contingent militaire soviétique sur le territoire de l'ancienne RDA apparaissait comme une réelle source d'embarras chez les hommes politiques et constituait une autre barrière à la participation dans le Golfe; la Russie était encore une nation alliée, sinon considérée comme proche de l'Irak. A priori, ces arguments légitimaient aux yeux des Allemands le maintien de la politique qu'on leur connaissait depuis 1949. Mais en plus de ces considérations théoriques, le poids de l'histoire récente fut invoqué pour ne pas trop s'impliquer dans les affaires internationales. On estimait qu'après le choc de la réunification, le monde entier serait nécessairement troublé de voir des soldats allemands outre-mer.

La pression exercée par l'opinion publique, alors massivement contre l'implication de l'Allemagne, apparaissait aussi comme un motif décisif, bien qu'elle ne fut pas explicitement mise en cause. Ce soulèvement inattendu de la population avait entraîné un retour en force du mouvement pacifiste, que l'on croyait mort depuis le début des années quatre-vingt. Ce dernier était né de l'impasse nucléaire entre l'Est et l'Ouest et avait périclité quand Gorbatchev amorça la *perestroïka* et lui fit perdre ainsi sa raison d'être. En effet, les jours précédant l'attaque de l'Irak par les Alliés, des démonstrations en faveur de la paix eurent lieu dans plusieurs grandes villes allemandes, dont la plus importante fut celle de Bonn le 26 janvier 1991 attirant 200 000 participants.²⁵ Les slogans rassembleurs ²⁶ étaient «Pas de sang contre du

²⁵ Joyce Marie Mushaben, *From Post-War to Post-Wall Generations*, Boulder, Westview Press, 1998, p. 234.

²⁶ Cora Stephan, "An der deutschen Heimatfront", *Der Spiegel*, 4 mars 1991, p. 241.

pétrole», «Pas d'Allemands au front», et «Plus jamais», faisant référence ici à la guerre en tant que cause de la catastrophe allemande.

1.3. 2 Débat entre bellicistes et pacifistes

L'Allemagne, aujourd'hui encore, a peur d'elle-même. Comme un malade débarrassé de son cancer, elle ne manque pas une occasion de tâter l'endroit où se formait la tumeur, pour vérifier si, par hasard, elle ne proliférerait pas de nouveau.²⁷

-Olivier Mannoni, auteur de
L'Allemagne contre Günter Grass

Au début du conflit dans le Golfe persique, la plupart des intellectuels de gauche redoutaient que la participation allemande eût un effet d'entraînement et qu'elle débouchât sur un inévitable retour de son envie de dominer l'Europe. On croyait alors que le monde n'était pas prêt à voir une Allemagne active en matière de sécurité militaire, même si les efforts étaient contenus au sein d'institutions internationales. Plus que dans la controverse autour de la réunification, le ton moralisateur et les mises en garde sentencieuses d'une bonne part de l'intelligentsia allemande dominaient dans la croisade pour la paix. Detlev Claussen rapportait, en termes mordants, cette propension des intellectuels à jouer les Cassandre:

²⁷Mannoni, *op. cit.*, p. 194.

The public sphere in which intellectuals work has been transformed into a showbusiness circus. In this circus action-oriented intellectuals represent an element of continuity, a kind of secular priesthood making sermons at the fair against the sinfulness of the world.²⁸

La normalisation²⁹, concept à la mode chez les conservateurs, fut soulevée afin de légitimer l'implication allemande. Ils affirmaient que, règle générale, les grandes puissances n'avaient pas à s'imposer une retenue inconditionnelle en ce qui concerne le déploiement des forces armées, et qu'elles n'étaient pas tenues d'annoncer au monde entier que leur engagement se limitait à des buts défensifs. La riposte de la gauche à ces propos ne se fit pas attendre: on refusait essentiellement d'assigner à l'Allemagne une mission universelle, même s'il s'agissait cette fois d'une mission de paix, et l'on voyait dans cette cause un prétexte en or pour éliminer les restrictions concernant l'usage de la force. Pour Rolf Schneider, écrivain est-allemand, la militarisation du pays allait toujours être suspecte, peu importe sous quels auspices et au nom de quelle cause elle était faite. La *Selbstabsolution*³⁰ de la République fédérale, ainsi que la supériorité morale qu'elle se donnait par sa culpabilité sans cesse soulignée furent dénoncées,

²⁸Detlev Claussen, "War of words: An intellectual damage assessment after the Gulf War", *New German Critique*, automne 1992, p. 85.

²⁹Principe qui met de l'avant la nécessité d'une Allemagne agissant comme les autres démocraties, essentiellement en fonction de ses intérêts. L'article de Philip H. Gordon "The Normalization of German Foreign Policy" *Orbis*, printemps 1994, pp. 225-243, offre un bon compte-rendu de cette question.

³⁰Désigne le fait de s'accorder soi-même le pardon en s'exemptant de la peine.

de même que cette tendance à croire que pour s'amender de son malheureux passé, elle devait être désormais de toutes les batailles. Les missions de guerre n'étaient pas justifiables, selon les intellectuels pacifistes, ni politiquement ni intellectuellement. On reprochait aux bellicistes leur oubli de l'histoire et leur disposition à remettre en question les acquis de l'intégration à l'ensemble occidental. Le terrain fut fertile aux propos les plus alarmistes. Certains avancèrent que la démocratie en Allemagne n'était possible qu'en période de prospérité, puisqu'en période de crise resurgissait inévitablement l'autoritarisme. Que la civilité allemande n'était qu'un mince vernis³¹.

La guerre dans le Golfe entrainait en collision avec la raison d'être à laquelle la génération d'après-guerre avait dédié son existence. Les intellectuels de gauche préféraient nettement une Allemagne fidèle à sa politique étrangère d'après-guerre et à son aversion de la violence. Dans une entrevue accordée au *Spiegel*, quelques années après les événements dans le Golfe, Dieter Forte avait en quelques phrases défini l'essence même de l'exécration des Allemands pour les conflits armés:

³¹Cora Stephan, *Der Betroffenheitskult. Eine politische Sittengeschichte*. Berlin, Rowohlt, 1993, p. 158.

Une guerre n'atteint qu'en partie le but pour laquelle celle-ci a été déclenchée. Elle suit ses propres règles et est imprévisible et impossible à maîtriser comme une tempête. La guerre crée de nouvelles situations inhumaines qui peuvent conduire à une nouvelle crise. La guerre transforme la civilisation de la manière la plus effrayante, à travers la destruction de l'existence humaine. Elle tue des gens et marque les survivants jusqu'à la fin de leurs jours.³²

Par son incapacité d'empêcher la catastrophe, la guerre ne devait même pas faire partie des choix envisageables dans la gestion des conflits.

Peter Glotz, l'un des anciens leaders du parti social-démocrate, avait réagi alors fortement aux déclarations des conservateurs dans un article paru dans le *Zeit*.³³ Il affirmait redouter, lui aussi, le renouveau du nationalisme et la naissance d'une nouvelle idéologie. Bien qu'à l'époque la position belliciste fut partagée seulement par quelques-uns, Glotz ne cachait pas son inquiétude; il y voyait les premiers signes d'un retour à la politique du passé. D'après lui, l'ordre mondial devait absolument passer par une organisation internationale et l'Allemagne devait faire de l'intégration européenne sa priorité absolue. Il s'indignait devant la démagogie et les bassesses de certains, telle que l'utilisation de symboles à charge hautement émotive, afin de faire accepter l'idée de puissance allemande. Aussi, il ne

³²"Ein Territorium des Hasses", *Der Spiegel*, 12 avril 1999, p. 262.

³³Peter Glotz, "Wider den Feuilleton-Nationalismus", *Die Zeit*, 26 avril 1991, p. 19 et "Neue deutsche Ideologie", *Der Spiegel*, 30 septembre 1991, p. 62.

mâcha pas ses mots pour critiquer, entre autres, l'article de l'écrivain polémiste Hans-Magnus Enzensberger³⁴ publié dans le *Spiegel*, dans lequel ce dernier faisait un parallèle entre Saddam Hussein et Hitler.

En revanche, chez une poignée de conservateurs, on souhaitait voir l'Allemagne enfin adopter une politique responsable et l'on ne se gênait pas pour accuser la gauche de pratiquer le pacifisme aux dépens des autres, sous prétexte d'avoir appris les leçons de l'histoire. Frank Schirrmacher affirmait que les intellectuels étaient anachroniques et qu'ils n'avaient toujours pas compris que depuis la réunification, l'Allemagne était devenue un pays comme les autres. La réaction du critique littéraire Henryck Broder, dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, face aux manifestations de paix reflète bien l'opinion de ce groupe:

This is the way they are the new Germans: always concerned and never committed, and always ready to learn the lessons of history. Even if they are the wrong lessons.³⁵

Les conservateurs jugeaient que l'Allemagne avait envers le monde des responsabilités et des devoirs. Parce qu'elle avait quitté sa situation exceptionnelle de pays divisé, il était temps qu'elle sorte des ruines du III^e Reich. Elle était redevenue un Etat normal, comme la Grande-Bretagne ou la

³⁴Hans-Magnus Enzensberger, "Hitlers Wiedergänger", *Der Spiegel*, 4 février 1991, p. 253.

³⁵Cité dans Detlev Claussen, *loc cit*, p. 81.

France, avec les attributs traditionnels de la souveraineté. Son principal objectif devait être désormais la poursuite de ses intérêts nationaux de façon responsable et déterminée. Joachim-Fritz Vannhame soutenait, pour sa part, que la République fédérale ne pouvait plus se tenir à l'écart des guerres et des conflits, puisque l'attitude légitime du temps de la partition et de sa demi-souveraineté serait aujourd'hui perçue par ses partenaires comme une marque de suffisance ou de lâcheté. Parce que l'Allemagne n'avait plus le droit de jouer les cavaliers seuls, elle devait prendre conscience de son propre poids, admettre que l'abstention n'était plus possible. Elle devait intervenir avec modestie, tout en étant consciente de son influence en termes de sécurité collective. Il fallait cesser de faire du passé un instrument empêchant la République fédérale de s'ajuster à l'évolution de l'Europe.

1.3.3 Position de Jürgen Habermas

Jürgen Habermas, philosophe-sociologue de l'école de Francfort, a une influence considérable sur la société allemande depuis les années cinquante³⁶. Il est incontournable pour ce travail puisqu'il représente le noyau dur de la rééducation. Martin Walser, avec un respect moqueur, le qualifia³⁷ de «wirklich bedeutender Denker», de «seriöse Größe»³⁸, qui ne

³⁶Voir article de Thomas E. Schmidt, "Mandarin wider Willen", *Die Welt*, 12 juin 1999, p. 3.

³⁷Martin Walser, "Die Banalität des Guten", *Süddeutsche Zeitung*, 12 octobre 1998.

³⁸«L'authentique penseur» et la «célébrité sérieuse».

pouvait pas souffrir d'être contredit. Véritable *Gegenfigur* (contre-figure) de maîtres à penser tel que Carl Schmitt et Martin Heidegger³⁹, chantre de la préservation de la mémoire, de même que le plus important représentant de la «conscience hyper morale» (Sloterdijk), il est de toutes les discussions concernant l'identité, le passé, ainsi que les responsabilités qui en découlent. Quiconque se penche sur ces questions devra lire Habermas, car il a marqué comme bien peu la compréhension que la République fédérale a d'elle-même. Convaincu que la seule position acceptable était la retenue en politique étrangère, en souvenir de ceux qui ont souffert du III^e Reich, il affirme depuis des années, sans se lasser ni tomber dans l'ironie, que chaque décision politique doit passer par le prisme d'Auschwitz. Le philosophe s'est construit une RFA manichéenne pour laquelle le repentir est une mission éternelle. Cette nécessité de réparer la faute domine d'un bout à l'autre son discours, ce qui n'est pas sans irriter les conservateurs.

L'abstention politique était le prix à payer pour les crimes commis durant la guerre et pour empêcher le retour aux tendances hégémoniques. Ce point de vue s'inscrivait dans le camp de ceux qui singularisaient l'Holocauste⁴⁰ et empruntait à la théorie de la continuité, affirmant que l'Allemagne présentait depuis toujours un penchant pour la puissance et la domination; elle n'était donc pas à l'abri d'une récurrence. En plus d'entretenir l'autopunition à l'échelle nationale, les Allemands devaient nécessairement faire en sorte que cela ne se reproduise jamais.

³⁹Tous deux sont reconnus pour avoir été d'importants soutiens du régime hitlérien.

⁴⁰Habermas fut d'ailleurs le principal interlocuteur de Nolte durant la querelle des historiens.

Habermas publia un article en 1992 dans le journal *DieZeit*⁴¹, tribune officielle du philosophe, où il faisait part de sa crainte d'une rupture des mentalités en République fédérale. Il déclarait assister, depuis la réunification, à l'apparition d'un deuxième *Lebenslüge*, soit, en traduction libre, un mensonge ayant l'apparence d'une vérité fondamentale à laquelle tout le monde adhère. Le premier mensonge aurait été de croire, à l'époque d'Adenauer, que les Allemands étaient tous des démocrates, le second était de considérer qu'ils étaient redevenus normaux. En d'autres mots, la démocratie avait longtemps été synonyme de «discours ronflants et creux peu adaptés au sérieux allemand auquel convient seul l'Etat autoritaire»⁴². Loin d'être acquise, on avait le devoir de demeurer prudent. Il affirmait refuser la notion de normalité à l'Allemagne, au sens où les conservateurs l'entendaient, puisque celle-ci induisait nécessairement une imbrication du militaire et de la politique étrangère et faisait de la confrontation armée un moyen «normal» d'action.

Selon Habermas, la réunification avait été accompagnée chez plusieurs Allemands d'un grand soulagement. De plus, cet adieu à la vieille République était trop souvent le lieu d'interprétations irrationnelles et d'affirmations triomphantes à l'effet que l'Allemagne devait sortir de son nid, qu'elle n'avait plus besoin des vieilles conceptions moralisatrices

⁴¹Jürgen Habermas, "Die zweite Lebenslüge der Bundesrepublik: wir sind wieder "normal" geworden", *Die Zeit*, 18 décembre 1992, p. 3.

⁴²Brigitte Sauzay, *Le vertige allemand*, Paris, Olivier Orban, 1985, p. 56.

contraignantes, qu'elle devait cesser de se replier sur elle-même devant les dures réalités, de faire des manières, et enfin, que le temps était venu de jouer un rôle d'avant-plan à l'échelle européenne. Grass avait commenté ce nouvel état d'esprit en écrivant dans le *Zeit*⁴³ que «rien n'avait changé depuis 1871», faisant référence à la première unification allemande qui s'était faite sous Bismarck. Le désir des conservateurs d'étendre au monde entier l'engagement militaire de la République fédérale, indépendamment de l'ONU et sous le couvert de la responsabilité, était motivé selon lui par le besoin de ces derniers de voir l'Allemagne se défaire de la politique dominante du genschérisme et de l'encombrante période d'après-guerre. Il considérait désolant que les apologistes du retour à la normalité désignent comme une «fuite de responsabilité» ce qu'il appelait plutôt une mentalité de prudence et de restriction bâtie pendant des décennies.

Lorsque la République fédérale entreprit de prêter main forte à la coalition occidentale pendant le conflit contre l'Irak et que la discussion fut lancée entre bellicistes et pacifistes, Habermas prit promptement la parole. Attribuer à l'Allemagne une mission particulière, comme le laissaient entendre les défenseurs d'une politique plus affirmée, était à ses yeux une erreur; il estimait qu'il était possible d'assumer l'expérience spécifique allemande et de composer avec elle sans s'attribuer un rôle spécial. La course vers la normalisation était, selon lui, menée dans le but coupable de libérer les Allemands du traumatisme des crimes de masse et de leur redonner leur innocence nationale. Habermas poussait plus loin son

⁴³7 février 1990.

raisonnement en rappelant que la notion d'ordre international impliquait la présence d'ennemis. Or, avec la chute du régime communiste et la fin de la guerre froide, la menace était disparue. L'auteur déplorait, dans la même veine, le *dm-nationalismus*⁴⁴ rétablissant la primauté de la politique étrangère et les honneurs perdus de la *Realpolitik*⁴⁵, révélé particulièrement par le désir de la République fédérale d'avoir un siège permanent au Conseil de sécurité, organe décisionnel le plus puissant des Nations Unies. Il estimait, de plus, que le souhait non-avoué des défenseurs de l'intervention hors de la zone de l'OTAN était de renforcer militairement la nation, qui n'était plus accoutumée au pouvoir, et de rétablir une grande puissance allemande au coeur de l'Europe.

La politique de puissance (*Machtpolitik*) ne devrait jamais plus être envisagée par l'Allemagne, puisqu'elle ne contribuait qu'à la rendre prisonnière des vieux schémas politiques des Etats souverains. L'Etat-nation n'était rien de plus qu'une chimère, un produit du XIX^e siècle incapable de résoudre les problèmes de ce siècle-ci et tout à fait inadéquat en regard des réalités politiques et économiques des années '90. Il s'inquiétait de voir Kohl emprunter ouvertement la voie de la militarisation graduelle de la politique étrangère. Il jugeait opportuniste le comportement des hommes d'Etat allemands lors de la guerre du Golfe, qui avait servi de catalyseur pour donner une impulsion à tous ceux qui se languissaient d'une nouvelle normalité de l'Etat-nation. Toute cette rhétorique caritative était, à ses yeux,

⁴⁴Nationalisme essentiellement basé sur la puissance du mark.

⁴⁵*Realpolitik*:: politique dite «réelle», qui serait fonction des forces et de faiblesses d'un pays. C'est la voix du pragmatisme.

le prétexte justifiant un vaste projet de reconstruction de puissance nationale. Il déplorait le manque de conscience historique, se méfiait de l'utilisation à tort et à travers de la «tradition allemande» et faisait appel à la gauche pour rompre avec la normalisation imposée par la droite.

1.3.4 Pression des Alliés et début de la remise en question

En 1989, M. Bush lors d'un discours invitait l'Allemagne à un «partenariat du leadership» pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial. La Guerre froide étant maintenant chose du passé, les Etats-Unis souhaitaient déjà passer le flambeau à leur partenaire allemand, au moins en ce qui avait trait à la stabilité de l'Europe, et lui voir prendre une part plus active ailleurs dans le monde. Washington désirait que la République fédérale devienne son principal appui dans le rôle de gardien des intérêts occidentaux. Appui qui devait aller au-delà des simples contributions matérielles et financières, même substantielles; les Alliés avaient reproché à la République fédérale sa politique du chéquier lors de la crise dans le Golfe, geste que l'on comprenait avant 1990. On réclamait à présent un investissement militaire direct.

L'attitude du pas à pas de l'Allemagne fut jugée sévèrement. En plus de décevoir les attentes, celle-ci n'avait réussi en fait qu'à nourrir les doutes sous-jacents sur l'orientation de la politique de Bonn. Devait-on interpréter ce comportement comme une nouvelle arrogance? Les observateurs américains les plus virulents attaquèrent les «manœuvres coupables» de ceux qui refusaient de se «salir les mains» dans un conflit où, pourtant, leurs propres intérêts étaient aussi en jeu. On a pu lire dans le *New-York Times*: «Comme d'habitude, les Allemands sont derrière nous, mais si loin derrière qu'on ne les voit plus»⁴⁶. Les Alliés se sont attendus à ce qu'une Allemagne unifiée manifeste, sans qu'on lui force la main et de façon concrète, sa solidarité et qu'elle n'hésite pas à prendre des initiatives conformes aux nouvelles responsabilités propres à une grande puissance. La presse européenne n'épargna pas, elle non plus, la République fédérale. Cette phrase tirée d'un journal de Grande-Bretagne et rapportée par Peter Merseburger était assez révélatrice: «Nous autres les Anglais, nous avons trop bien rééduqué les Allemands: après avoir versé tant de sang pour des causes injustes, voilà qu'ils ne sont plus en mesure de verser une seule goutte de sang pour une cause juste»⁴⁷. Même les arguments les plus «nobles», comme l'interdit imposé par le passé, étaient perçus par les alliés comme un prétexte pour un désengagement avantageux. L'histoire d'une nation ne devrait pas être une excuse pour tenir le rôle de spectateur de la politique mondiale. On était déçu de voir se dérober un partenaire que l'on croyait de confiance. Les Allemands pouvaient difficilement justifier leur

⁴⁶Cité dans Klaus Huwe, "Peut-on compter sur les Allemands?", *Documents*, n°1/1991, p. 29.

⁴⁷Peter Merseburger, "L'Allemagne vue de l'extérieur", *Documents*, n°4-5/1992, p. 171.

passivité alors que les Etats-Unis avaient assuré leur sécurité pendant quarante ans⁴⁸.

Par ailleurs, on eut tôt fait de souligner la contradiction entre les penchants de l'Allemagne vers le non-engagement et ses différents objectifs nationaux. Les dirigeants allemands tentaient, depuis quelque temps, de faire adopter l'emploi plus large de leur langue à Bruxelles et dans les institutions internationales, d'obtenir un plus grand nombre de sièges au Parlement européen et d'installer la future Banque de l'UE à Francfort. Selon Alfred Frisch, «la société internationale n'admettra jamais qu'un peuple joue avec les atouts de la puissance sans en accepter les devoirs»⁴⁹.

La conduite des dirigeants allemands témoignait de la difficulté d'adaptation aux nouvelles conditions internationales. La nécessité d'éviter à tout prix l'isolement, qui risquait de provoquer une perte de confiance et d'influence, expliquait l'énorme ascendant des attentes -souvent paradoxales- de la Communauté internationale sur leur comportement. Ce désir de satisfaire tout le monde leur fit souvent confondre leurs intérêts avec ceux de leurs partenaires. Les Allemands se savent constamment observés et sont soucieux de la perception que l'on a d'eux, ce qui explique la valse-hésitation au début de la crise dans le Golfe. Suite aux pressions de

⁴⁸Paul Létourneau et Marie-Elisabeth Râkel, "Germany: to be or not to be normal?" dans Philippe G. Leprestre, dir. *Role Quests in the Post-cold War era; foreign policies in transition*, Montréal/Kingston, McGill University Press, 1997, p. 116.

⁴⁹Alfred Frisch, "Puissance et engagement, le dilemme allemand", *Documents*, n°1/1992, p. 10.

ses plus importants partenaires et à une opinion publique de plus en plus favorable à l'intervention, le gouvernement allemand se vit contraint d'ajuster son tir. Cet ajustement au nouveau contexte mondial était le début d'une plus grande implication.

Les dirigeants de la CDU/CSU, majoritairement en faveur de l'intervention, profitèrent de ce climat pour faire valoir que l'Allemagne, en tant qu'Etat souverain, était obligée de s'impliquer afin de garantir le respect de la loi dans le maintien de l'ordre mondial et de protéger les victimes d'agression. Faisant écho aux divers reproches, ils prétendaient que Bonn devait se montrer solidaire envers les Etats-Unis et ses partenaires européens et éviter de faire bande à part. Laisser les tâches militaires aux Alliés risquait d'être reçu comme une marque de mépris ou d'impotence politique. Ils insistaient sur l'importance d'éviter à tout prix que le pays agisse et soit considéré comme un cas spécial.

A plusieurs égards, la guerre contre l'Irak avait confronté les Allemands nouvellement réunifiés à une crise d'identité prématurée. Bien avant qu'ils aient la chance de régler les complexités de leur identité nationale reconstituée.

Les menaces contre Israël semèrent aussi la confusion chez les intellectuels pacifistes. En effet, ces derniers furent déchirés entre deux

valeurs propres à la culture d'après-guerre: la promesse d'une totale abstention en matière d'activités militaires et celle de ne plus jamais laisser le peuple juif être menacé. Il apparaissait alors que pour prévenir une répétition d'Auschwitz, l'opposition absolue à la guerre devait être reléguée au second plan. Comme l'a fort justement affirmé Peter Schneider⁵⁰, les vieilles séparations s'étaient brisées: la conscience de la gauche avec son image claire de l'ennemi était en crise. D'éminents pacifistes comme Petra Kelly et Micha Brumlik (toutes deux membres du parti Vert) avaient joint les rangs des supporteurs de la guerre, alors que d'autres vétérans de la protestation comme Alice Schwarzer, Vera Wollenberger et Günter Grass appliquaient une ligne plus traditionnelle. Le maintien de cette ligne dure ne fut pas sans soulever des soupçons fumeux, de la part des bellicistes, relatifs à un antisémitisme dissimulé.

Pendant la guerre froide, les Allemands avaient su quelle était leur mission: en tant que pays à la frontière du rideau de fer, ils devaient consacrer toutes leurs forces à ne pas devenir le champ de bataille des superpuissances. C'est sur cette base qu'ils développèrent la politique de détente envers l'Est. Devant tant de changements internes et d'exigences à l'étranger, les premières années d'adaptation se déroulèrent sous le signe du remous et certaines décisions du gouvernement apparurent pour plusieurs comme une réelle dérive. On ne saurait trop insister sur le fait que la crainte

⁵⁰Peter Schneider, "Das falsche gute Gewissen der Friedensbewegung", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 avril 1991, p. 31.

des Allemands de voir leur pays nourrir de nouvelles ambitions internationales est fondamentale pour comprendre tout le poids des enjeux.

Chapitre 2

Multiplication des foyers de crise et changement du *Zeitgeist*

Contre toute attente, la participation de l'armée allemande amorcée en 1990 dans le maintien de l'ordre mondial s'est poursuivie. En effet, la situation dans le Golfe n'était que le premier chapitre d'une suite de crises qui se déroulèrent à peu près en même temps. La conjoncture internationale continua donc de presser l'Allemagne à s'ajuster. Confrontée aux diverses nécessités comme à ses propres barrières, elle a dû assimiler les changements à une cadence effrénée, leur donner un semblant de légitimité, d'où la mutation de l'esprit du temps. En même temps, elle fut amenée à réfléchir sur ses propres intérêts et objectifs, ainsi que sur les fondements de sa politique étrangère.

2.1 Le conflit yougoslave et le cas somalien

Durant l'automne 1990, la situation s'était considérablement détériorée en Yougoslavie et c'est au printemps de l'année suivante qu'éclata la violence inter-ethnique. Le mandat de la CE était alors de préserver l'unité du pays par l'entremise de la médiation politique, et ce, même si les référendums menés en Slovénie et en Croatie avaient donné des résultats massivement favorables à l'indépendance. Bien que l'Allemagne se fut

alignée dès le début du conflit sur la politique suivie par ses alliés, on vit sa position changer en juillet 1991. Le choc éprouvé par le ministre Genscher lors de sa visite à Belgrade et la pression domestique grandissante obligeant l'Etat allemand à agir, expliquent en grande partie ce tournant. C'est la République fédérale qui reconnut la première (15 janvier 1992) l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, décision qui allait à l'encontre des prescriptions de l'ONU et des Etats-Unis et qui poussait ses partenaires à faire de même. Cette manœuvre fut considérée par la suite comme le plus grand faux-pas des hommes politiques allemands. En effet, cette conduite fut interprétée, à tort ou à raison, comme une manifestation de la nouvelle assurance de Bonn et exposa celle-ci à la critique internationale: ce jeu de pouvoir était-il un avant-goût d'une future politique plus agressive?⁵¹ Parmi les interprétations étrangères les plus pessimistes, on retrouvait la peur d'un vaste dessein expansionniste allemand en Europe centrale, visant à reconstruire autour de l'Autriche, de la Slovénie et de la Croatie une sphère d'influence et de domination *mitteleuropéenne* longtemps entravée par l'existence de la Yougoslavie. Selon l'analyse de Hanns Maull⁵², la reconnaissance précipitée fut plutôt le fruit d'une tentative désespérée d'empêcher la guerre, une terrible maladresse en somme. En plus de cette résolution d'éviter le pire, l'importance accordée au droit à l'autodétermination pesa aussi dans la balance; la reconnaissance de ce principe avait été cruciale lors de la réunification et faisait désormais partie des valeurs fondamentales des hommes politiques allemands. Cette décision était en quelque sorte une politesse rendue, une façon de montrer à la

⁵¹Wolfgang Krieger, "Toward a gaullist Germany?", *World Policy journal*, printemps 1994, pp. 26-38.

⁵²Hanns W. Maull, "Germany in the Yugoslav Crisis", *Survival* hiver 1995-96, p. 116.

Communauté internationale que l'on agissait de manière conséquente. La République fédérale avait cependant pris rapidement conscience de son égarement et tâcha par la suite de s'en tenir aux décisions de ses partenaires et de demeurer discrète. Bien que ce geste ait déstabilisé tout le monde, comme en témoignent les alarmes des pays partenaires, les mêmes grandes lignes prédominaient toujours en termes d'affaires étrangères et la République fédérale continuait d'utiliser la force à contrecœur⁵³. Cette tendance fut révélée une fois de plus par sa préférence pour une position de retrait quand vint le moment de défendre l'intégrité territoriale de la Slovénie et de la Croatie contre l'armée serbe.

La population allemande réagissait alors très fortement aux actes barbares commis contre la population civile et l'on insistait pour que des gestes concrets soient portés. La guerre yougoslave, en tant que guerre d'agression, de destruction et d'épuration ethnique, constituait l'antithèse même des valeurs allemandes d'après-guerre, mais présentait plusieurs similarités avec celles du régime nazi; ce qui explique l'origine de l'opposition viscérale des Allemands envers les Serbes⁵⁴. En outre, la Yougoslavie n'était qu'à quelques heures de la frontière allemande, elle avait été une destination touristique importante, et de nombreux Allemands y avaient des connaissances, des amis⁵⁵.

⁵³Voir l'article de Franz-Josef Meiers, "Germany: The Reluctant Power", *Survival*, automne 1995, pp. 82-103.

⁵⁴Hanns W. Maull, *loc. cit.*, p. 111.

⁵⁵Paul Létourneau, "La politique extérieure allemande et le conflit de l'ex-Yougoslavie", *Relations internationales*, automne 1995, p. 83.

Constatant l'échec des tentatives d'ententes diplomatiques, l'ONU appliqua des sanctions économiques contre la Serbie et amorça l'intervention humanitaire; dès le début, la contribution matérielle de l'Allemagne avait été énorme. Encore une fois, les réserves des hommes d'Etat allemands étaient grandes quant à l'utilisation de la force militaire et ses partisans se trouvaient majoritairement au sein de la coalition gouvernementale. Le débat concernant l'implication de la Bundeswehr faisait l'objet d'une controverse en 1993 dans les cercles officiels. En raison des souvenirs douloureux laissés par l'occupation de la Yougoslavie par les nationaux-socialistes, on craignait qu'une présence allemande sur le sol yougoslave donne crédit aux demandes des Serbes et aggrave le conflit. Kohl, sensible aux nombreuses objections, affirma en 1993 que les soldats allemands ne participeraient pas directement aux interventions militaires. Or, même l'envoi d'avions de la *Luftwaffe*, encadrés par la FORPRONU, pour superviser la bonne marche de l'embargo de l'ONU dans l'Adriatique et pour le transport des marchandises destinées à la population civile, donna lieu à de nombreuses oppositions⁵⁶. Les défenseurs de la participation allemande prétendaient que le problème yougoslave était beaucoup plus une question européenne qu'américaine, d'autant plus que les Etats-Unis affichaient depuis quelques années un désengagement face au maintien de la sécurité en Europe. Les puissances occidentales ne pouvaient, en aucun cas, permettre à un gouvernement de pratiquer la sauvagerie et l'épuration ethnique dans les Balkans. En plus de ces considérations éthiques, les risques que l'instabilité s'étende aux pays limitrophes, zone que l'on a

⁵⁶Mushaben, *op. cit.*, p. 247.

souvent nommée «poudrière de l'Europe», étaient selon elles grandement à craindre; déjà, on s'inquiétait de l'agitation au Monténégro⁵⁷. A défaut de pouvoir trouver une solution rapide à la crise, il fallait au moins la contenir. Par ailleurs, la République fédérale était le principal pays d'accueil des réfugiés yougoslaves: les flots de victimes désirant trouver refuge en Allemagne obligèrent les puissances occidentales à un peu plus de diligence.

En Somalie, à peu près en même temps (1991), le renversement du gouvernement en place et l'arrivée au pouvoir d'un dictateur provoquèrent une guerre civile sans précédent. En plus de l'agitation politique, les Somaliens connaissaient à la même époque la plus grande famine de leur histoire. Le ministre de la Défense, Volker Rühle, tâchait alors de convaincre le *Bundestag* (Parlement fédéral) d'envoyer des soldats allemands pour acheminer l'aide humanitaire. La situation étant dramatique, on ne pouvait attendre que les questions constitutionnelles soient réglées. Rühle insista pour que ses collègues entérinent sa politique de sécurité, mais les partis d'Opposition rétorquèrent que seul un changement de la Loi fondamentale pouvait permettre le déploiement des forces armées. A leurs yeux, l'argument «humanitaire» était un raccourci inadmissible et honteux pour réussir à faire valider le développement d'une politique de puissance et tenter de gagner de l'influence.

⁵⁷Jeffrey T. Bergner, "Unified Germany: A great Power with many Options" dans Gary Geipel, dir. *Germany in a new era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993, p. 197.

Les Américains furent les premiers à envoyer de l'aide. En mars 1992, l'organisation HELP demandait en renfort la participation d'avions de la Bundeswehr: la demande fut refusée. Le support allemand se fit attendre jusqu'à la seconde moitié de l'année 1992. Et ce n'est qu'en janvier 1993 que les premières troupes de l'armée allemande furent déployées, malgré l'opposition des sociaux-démocrates; formées de 1500 soldats, elles comprenaient surtout des spécialistes en aide humanitaire et avaient une structure de commande onusienne.

On avait fini par contrôler les ravages de la famine, mais la guerre civile continuait à sévir. Le SPD déposa une plainte auprès de la Cour constitutionnelle et exigea le retrait des troupes postées en Somalie. Lorsque l'échec de l'intervention de l'ONU devint évident en mars 1994, Bonn retira ses soldats en même temps que le départ des troupes américaines. L'intervention fut grandement critiquée de part et d'autre: pour les uns, elle était survenue beaucoup trop tard, avait été trop coûteuse et apparaissait politiquement problématique.⁵⁸ Pour les autres, comme l'a déclaré un ministre, l'Allemagne s'était comportée dans ce dossier comme l'aurait fait un petit pays comme le Danemark, ce qui était inadmissible. Selon l'historien Christian Hacke, la crise d'engagement de l'Allemagne unifiée était le signe d'une faiblesse de la direction en politique étrangère et ne contribuait qu'à réduire son prestige international.

⁵⁸Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Weltmacht wider Willen?*, Berlin, Ullstein, 1997, p. 419.

2.2 Débat constitutionnel et intérêts nationaux

Comme pour le conflit dans le Golfe, les Allemands se trouvèrent à nouveau face aux épineuses questions constitutionnelles. En théorie, l'Allemagne n'avait pas le droit d'intervenir militairement hors du territoire de l'OTAN. Différentes interprétations de plusieurs articles imprécis de la Loi fondamentale opposaient le SPD et les Verts aux Chrétiens-démocrates. L'article 87a stipulait que les forces armées allemandes devaient être utilisées à des fins défensives seulement, alors que l'article 24 permettait la participation allemande à des opérations militaires à l'intérieur d'un système de sécurité collective. Ce flou apparaissait comme le principal point de litige. Pendant des années, le SPD s'en tenait à une lecture restrictive de la Constitution à propos du bannissement de l'action militaire hors de la zone et s'opposait inconditionnellement à tout changement. «Nous ne pouvons pas désirer une normalité qui a besoin de destroyers et d'avions au-dessus de l'Adriatique», déclarait Herta Daübler-Gmelin, membre SPD du Bundestag, face aux appels à la normalisation de Kinkel. De plus, on prétextait que l'Allemagne n'avait aucune tradition d'intervention militaire dans le monde.⁵⁹

⁵⁹Clay Clemens, "Opportunity or Obligation? Redefining Germany's military role outside of NATO", *Armed forces and Society*, hiver 1993, p. 216.

L'interdit mis de l'avant par le SPD fut renversé le 12 juillet 1994, quand la Cour constitutionnelle de Karlsruhe jugea que les interventions de l'armée allemande hors de la zone de l'OTAN étaient conformes à la Constitution, une fois qu'elles avaient été soumises à l'approbation préalable du Parlement fédéral. En juin, le gouvernement autorisait l'envoi de troupes allemandes et de Tornado en ex-Yougoslavie, en réponse aux attaques subies par les forces de paix onusiennes. La décision de la Cour a représenté un point de rupture décisif: l'Allemagne avait franchi un autre seuil historique. Désormais, toute la question était de savoir comment redéfinir le pouvoir allemand et quelle devait être la projection juste et le développement adéquat. Par ailleurs, tous ces pourparlers sur la Loi fondamentale avaient permis à la coalition gouvernementale deux choses: faire taire pour un moment l'Opposition et gagner du temps. Toute tentative précipitée pour forcer cette issue aurait probablement résulté en une importante crise politique. L'opinion publique, déjà sensibilisée par la tragédie yougoslave, avait alors eu l'occasion de s'accoutumer à ce que la République fédérale participe activement à l'offensive militaire. Les dirigeants allemands étaient maintenant solidement appuyés dans cette voie.

Le SPD n'admit d'abord qu'un compromis: la participation de la Bundeswehr aux seules missions de paix onusiennes, dont le contrôle opérationnel serait entre les mains de l'ONU et où participeraient d'autres gouvernements européens. Cette concession fut gagnée par quelques voix

seulement, soit 230 contre 179⁶⁰. Les sociaux-démocrates persistaient toutefois dans leur refus de sanctionner les missions de combat, la force militaire offensive étant un remède bien pire que n'importe quelle maladie.

En dépit de ces limites, probablement en réaction à la décision de la Cour constitutionnelle, les signes d'acceptation par la gauche de l'évolution du rôle de l'armée fédérale se multiplièrent. Plusieurs membres de l'Opposition, ne pouvant supporter les crimes commis par les Serbes en Bosnie, en vinrent à assouplir leur vision ce qui entraîna une division du SPD. Un groupe influent de modérés au sein du parti (Rudolf Scharping, Günther Verheugen, Karsten Voigt) supportaient publiquement la participation de la Bundeswehr au renforcement de la paix, alors qu'une portion de gauchistes inflexibles, représentée par Oskar Lafontaine, continuait de prôner une ligne plus orthodoxe. Au congrès de Mannheim en novembre 1995, Rudolf Scharping évoquant le contexte de la guerre en Bosnie, préconisait un changement d'attitude de son parti: «Si cette paix nécessite une protection militaire, alors l'Allemagne doit y participer, non pas dans un esprit belliqueux, mais en sachant qu'il existe des périodes où c'est la seule façon de garantir la sécurité des individus» ⁶¹. Semblables déclarations énoncées au tout début du conflit par Stefan Schwarz, jeune politicien de la CDU, lui avaient causées passablement d'ennuis: ce dernier avait été victime d'intimidations de la part de pacifistes radicaux. En

⁶⁰Harald Müller, "German Foreign Policy after Unification" dans Paul B. Stares, dir. *The New Germany and the New Europe*, Washington D.C., The Brooking Institute, 1992, p. 140.

⁶¹Cité dans Jean-Pierre Gougeon, *L'Allemagne dans les relations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 89.

quelques années seulement, ce qui paraissait inadmissible hier était de plus en plus accepté. Le 6 décembre 1995 était votés la prolongation et le renforcement de la présence militaire allemande en Bosnie par une majorité de 506 députés du Parlement fédéral parmi lesquels on comptait un bon nombre de sociaux-démocrates. La conjoncture internationale ouvrait des brèches dans la philosophie de la gauche.

La démission de Genscher et son remplacement en 1992 par Volker Rühe au ministère de la Défense et de Klaus Kinkel aux Affaires extérieures furent déterminants dans la position qu'allait adopter l'Allemagne. Les deux hommes représentaient une nouvelle génération de jeunes politiciens plus affirmés, parlant plus ouvertement et candidement des intérêts allemands et du besoin de l'Allemagne de sortir de son nid. Ces derniers souhaitaient mettre un terme au «genschérisme» et tirer l'Allemagne de sa retenue habituelle. Plus encore, Rühe s'était personnellement donné pour mission de changer les mentalités au sujet de la stratégie, de reconstruire l'image et la mission des forces armées allemandes. Son discours, un an avant la décision de la Cour constitutionnelle d'autoriser le déploiement militaire hors zone, établissait très clairement ses intentions:

Such an amendment to our Basic Law will allow us to honour our international responsibilities in every respect, within the scope of both the United Nations, the Atlantic Alliance, and in the framework of a common European security and defense policy[...]Adopting a passive strategic role would harm vital German interests, since decisions are taken by political players not by political observers. ⁶²

Sans son action, l'implication dans le conflit yougoslave n'aurait jamais pu être possible⁶³. Kinkel, en contrepartie, a fait de la normalisation son cheval de bataille. Il s'était donné pour mission de convaincre l'Opposition qu'il était absurde que l'Allemagne soit le seul pays au monde (avec le Japon) qui possédât une Constitution qui lui interdise d'utiliser ses forces armées, même pour des causes légitimes et humanitaires⁶⁴. En outre, Rühle et Kinkel s'attaquèrent ouvertement à des zones sensibles de la politique allemande, dans un esprit qui contrastait avec celui qui avait prévalu pendant quarante ans. Moins embarrassés par le poids de l'histoire que leurs prédécesseurs, bénéficiant très certainement de la «grâce d'une naissance tardive», les deux ministres apparaissent comme les artisans essentiels de la normalisation.

⁶²Cité dans Stefanie Christmann et Dieter S. Lutz, *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2000, p. 110.

⁶³ *Ibidem*, p. 95.

⁶⁴ Philip H. Gordon, *loc. cit.*, p. 235.

2.3 Maintien de la paix et théorie de la guerre juste

Une certaine gauche traditionnelle reprochait au gouvernement de Kohl d'avoir reconnu la Slovénie et la Croatie trop rapidement, et d'avoir ainsi déclenché une guerre qui aurait pu être évitée. On oubliait que Vukovar avait déjà été détruite par l'armée serbe avant même la visite de Genscher. Bien qu'il s'agisse d'un point de vue rarement exprimé de façon ouverte, un courant hostile à la politique du gouvernement, initialement pro-croate, s'était formé. Rappelant les crimes nazis contre les Serbes, il adopta une position conciliante et parfois même compréhensive à l'égard de ces derniers, alors même qu'ils menaient une politique d'agression. Les Serbes étaient associés aux résistants de l'époque, les Croates aux fascistes et à l'*Ustacha*⁶⁵. On trouve une synthèse de ces idées diffuses dans un texte publié par Peter Handke, «Gerechtigkeit für Serbien»⁶⁶, paru dans le *Süddeutsche Zeitung* du 5 janvier 1996, puis repris par les éditions Suhrkamp. Cet écrivain, habituellement parmi les plus désintéressés, s'attaquait aux auteurs et aux journalistes qui prenaient un parti pro-bosniaque, et du coup, déshumanisaient les Serbes et glorifiaient les musulmans. L'on pourrait aussi ajouter que le deuil de l'empire soviétique vécu par la gauche avait culminé en une magnification du régime de Tito et venait teinter sa perception du conflit.

⁶⁵Mouvement clandestin croate.

⁶⁶Justice pour les Serbes.

Malgré ce bastion d'irréductibles, les écrivains allemands, confrontés à d'incroyables atrocités sur leur propre continent étaient, pour une grande part, plus profondément déchirés dans leurs convictions sur la manière d'agir en Yougoslavie que lors de la crise dans le Golfe. Le choc des images horribles présentées par les médias avait indéniablement renforcé le pessimisme et semé la confusion: ils assistaient en silence à un nettoyage ethnique. Un grand nombre exprimèrent leur consternation et leurs inquiétudes dans les journaux.

Selon l'écrivain Peter Schneider, qui avait été à l'époque l'un des chefs de file de la révolution de soixante-huit, les images de cette guerre civile surpassaient en dureté et en cruauté tout ce que l'on pouvait s'attendre d'une Europe civilisée. Il questionnait les Allemands à propos de leur rejet de la guerre: était-ce vraiment la leçon qu'il fallait tirer du fascisme? Parce qu'ils étaient responsables du pire crime de l'histoire, avaient-ils le devoir moral (le privilège?) de se restreindre pour l'éternité et de s'occuper de leurs affaires, de laisser aux autres la charge d'offrir leur vie au nom des droits humains?⁶⁷ C'est dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qu'il répondit à cette question laissée ouverte, en déclarant n'avoir du respect que pour un pacifisme conséquent.

Les intellectuels étaient de plus en plus nombreux à estimer que continuer de croire que les contingents de l'ONU pouvaient rétablir la paix,

⁶⁷Cité dans Dirk Kurbjuweit, "Frieden mit aller Gewalt", *Die Zeit*, 12 février 1993, p. 16.

en Yougoslavie comme ailleurs, sans l'emploi de la violence c'était vivre dans un «monde de rêve» (Herta Müller et Christian Hacke). C'est Peter Sloterdijk qui critiqua le plus amèrement l'Occident qui, selon lui, naviguait entre l'indifférence et l'indignation impotente.⁶⁸ Robert Leicht déclarait que l'Allemagne devait cesser de croire que son aide pourrait être mal interprétée et d'ignorer les besoins de sécurité de ses voisins. C'est pourquoi il devenait de plus en plus urgent pour l'Allemagne de définir ses priorités.⁶⁹ Selon Christophe Bertram⁷⁰, tirer leçon de l'histoire signifiait ne pas répéter les méfaits du passé, mais aussi ne pas laisser commettre semblables crimes. Dans un article ultérieur⁷¹, il poursuivait sa réflexion en affirmant que la politique étrangère était aujourd'hui plus compliquée et risquée, mais plus que jamais nécessaire. Il insistait sur l'importance d'analyser chaque cas sérieusement, d'admettre que le monde ne s'ordonnait pas de lui-même, et qu'il était essentiel d'abandonner le provincialisme, de même que l'idéalisme aux principes rigides. Il concluait que sans la puissance militaire, il n'y avait guère de politique extérieure efficace. Pour l'historien Christian Hacke⁷², l'action allemande en Yougoslavie avait manqué de logique. Suite à la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, geste qui de l'avis de tous était musclé, il fallait poursuivre dans la même voie et être prêt à utiliser la force pour la faire

⁶⁸Volker Berghahn et al. "Germany and Europe: Finding an International Role" dans Konrad H. Jarausch, dir. *After Unity:Reconfiguring German Identities*. Providence, Berghahn Books, 1997, p. 191.

⁶⁹Robert Leicht, "Kämpfen nur mit klarem Ziel", *Die Zeit*, 16 avril 1993, p. 3.

⁷⁰Christophe Bertram, "Notfalls Gewalt", *Die Zeit*, 16 avril 1993, p. 3.

⁷¹*Idem*, "Viele Prinzipien keine Politik", *Die Zeit*, 2 juillet 1993, p.1.

⁷²Christian Hacke, *op. cit.*, p. 410.

respecter. Il avait été bien naïf de la part de la République fédérale de croire que l'armée serbe se retirerait tout simplement.

Des écrivains et journalistes ayant séjourné là-bas, en pleine guerre, ont publié des récits troublants de leur visite; ces témoignages eurent, sans conteste, un puissant impact en Allemagne. C'est le cas de de Roy Gutman (*Augenzeugen des Völkermords*⁷³, 1993) et de David Rieff (auteur de *Schlachthaus Bosnien und das Versagen des Westens*,⁷⁴ 1995). Leur constat était le même: avec un peu de volonté, l'Europe, les Etats-Unis et l'ONU auraient pu éviter la catastrophe. La plupart des penseurs, en somme assez désenchantés, voyaient le nationalisme comme la source de tout ce désordre et blâmaient l'Occident pour son inertie.

On pouvait observer un silence paradoxal de la part des pacifistes, alors en plein questionnement. Il y eut bien peu de manifestations publiques contre l'attaque des Serbes par les puissances occidentales. L'état d'esprit n'était en aucun point comparable avec l'émoi causé par les événements dans le Golfe persique, et ce, même si le rôle de l'Allemagne avait été marginal. Helmut Lippelt, expert en défense chez les Verts, déclara qu'il était temps pour le parti d'abandonner le pacifisme, par respect pour les victimes du carnage dans les Balkans. L'activiste anti-Pershing Erhard Eppler (SPD) admettait qu'en regard des viols de masse, les sermons n'étaient pas la

⁷³Témoignage oculaire de l'assassinat de peuples.

⁷⁴L'abattoir de Bosnie et le refus de l'Ouest.

bonne réponse. Il poursuivait en affirmant que ce dont les Allemands avaient besoin n'était pas d'un pacifisme fondamental, mais d'un monopole des forces internationales.

Face à la violence accrue autour des enclaves de Srébrénica et de Zepa en juillet 1995, quelques-uns des plus importants membres de l'aile pacifiste admirèrent qu'il était urgent d'intervenir. Le politicien Vert Joseph (Joshka) Fischer de même que Jürgen Habermas ont laissé tombé leurs résistances antimilitaires. Le 2 août, Fischer publiait une lettre implorant ses collègues de repenser la sacro-sainte *Gewaltfreiheit* (non-violence) à la lumière du massacre en Bosnie. La gauche allait-elle perdre son âme si elle intervenait pour faire cesser un génocide? Comment devait-on gérer un nouveau fascisme qui se moquait de la raison, qui méprisait les appels à la clémence, refusait de négocier et ne semblait comprendre que la force? Les critiques des Verts radicaux fusèrent: Fischer fut accusé d'eurocentrisme, puisqu'il n'avait pas réagi durant la guerre en Afghanistan et au Rwanda, d'être le valet de l'OTAN et des Etats-Unis, d'avoir pris parti dans une guerre civile où tous les combattants étaient coupables de crimes de guerre. On assistait alors à une crise interne sans précédent chez les pacifistes. Les tabous étaient brisés.

Habermas, lors d'un entretien publié dans le *Spiegel*⁷⁵, parla de son regret profond de devoir envisager la force militaire de l'OTAN afin

⁷⁵Jürgen Habermas, "Ein Abgrund von Trauer", *Der Spiegel*, 7 août 1995, pp. 34-35.

d'assurer la sécurité des enclaves protégées par l'ONU. Il admit que, dans le cas où toute alternative s'est avérée vaine, cette option s'imposait.

La réflexion, généralement douloureuse, a poussé les intellectuels de gauche dans leurs derniers retranchements. On se rendait compte que pour conserver l'esprit initial des valeurs, il fallait les transgresser. La guerre yougoslave fut le lieu d'une indéniable violation des droits fondamentaux, c'est pourquoi l'intervention de l'Alliance finit par être considérée par plusieurs comme «raisonnable».

2.4 Un rôle à la mesure de l'Allemagne: théorie de Schöllgen.

L'historien allemand Gregor Schöllgen a publié en 1993, en plein conflit yougoslave, *Angst vor der Macht*, un essai, qui lui valut plusieurs attaques, sur le rapport qu'entretenait l'Allemagne d'après-guerre avec le pouvoir. La pertinence de cet ouvrage pour notre sujet réside en ce qu'il offre un bon portrait du changement des mentalités depuis 1989, qu'il cristallise les idées qui circulaient depuis quelques années parmi les historiens et politologues conservateurs (Schwarz, Wolfsohn, Stürmer, Hacke, Weisser). Il a ravivé les vieilles notions relatives à la géopolitique et à la *Mittellage* (position centrale) allemande, afin de les appliquer à la

politique extérieure. Ces propos qui, à l'époque, apparaissaient très audacieux font maintenant partie du discours admis.

La thèse de Schöllgen est qu'il est grand temps que l'Allemagne redevienne un Etat normal. En raison de son poids économique, politique, démographique et militaire, la République fédérale doit maintenant tenir un rôle à sa mesure, une position de pouvoir, et ce bien sûr, sans répéter ni oublier les crimes commis durant la première moitié du XX^e siècle. Or, pendant quarante ans, celle-ci était demeurée en retrait des affaires mondiales. D'abord parce qu'à titre de pays occupé, elle n'avait pas toute la latitude pour gérer ses relations extérieures, mais aussi parce qu'en raison de son passé national-socialiste, elle avait renoncé à toute politique de puissance.

Depuis 1945, la psyché allemande était, selon Schöllgen, imprégnée de l'idée qu'un Etat national allemand, dont la logique politique est conforme à celle d'une grande puissance, finissait inévitablement par adopter un comportement hégémonique. Que les intérêts nationaux allemands ne sont, et ne seront jamais, compatibles avec ceux de l'Europe. Par ailleurs, l'Allemagne avait dû au terme des deux grandes guerres se soumettre aux décisions prises par les puissances victorieuses. Chez les Alliés, empêcher l'Allemagne de redevenir une grande puissance avait été une préoccupation de premier plan. Il était essentiel de la contrôler afin qu'un retour à la domination soit impossible. La dénazification avait donné

un message clair aux Allemands: le temps de la grande puissance était terminé, les souvenirs des ambitions et des excès de la première moitié du siècle étaient toujours vivants. Aussi, la partition du pays, jumelée au démontage de son industrie lourde et de la conscience de sa propre force, était-elle vouée à un but unique: avoir raison des Allemands, les dompter⁷⁶. D'après l'historien, la marge de manœuvre dont disposait la République fédérale dans la gestion de ses affaires était purement théorique. L'Allemagne avait été totalement prise en charge et la présence de l'armée des pays occupants était un des signes extérieurs de son impuissance. Le statut de pays occupé, agissant sous la coupe des Alliés, et les lourds problèmes de conscience concernant les crimes commis durant la Seconde Guerre avaient ainsi favorisé le désintérêt de l'Allemagne pour les affaires extérieures, son repli sur elle-même, son désir de garder un profil bas. D'une obsession du pouvoir, elle était passée à un désir absolu de l'oublier.

Dans les années cinquante, les hommes politiques allemands avaient donc mis l'accent sur l'intégration à l'Ouest ainsi que sur les dimensions sociales du pays. En effet, la période d'après-guerre vit surgir des problèmes économiques et sociaux pressants et fut le lieu de vastes projets de reconstruction. On souhaitait secrètement toutefois voir l'Allemagne à nouveau unifiée et retrouver sa souveraineté nationale. C'est par le biais d'une politique intérieure conforme aux attentes des puissances occidentales que l'on espérait obtenir la latitude nécessaire pour la voir se réaliser et ainsi

⁷⁶C'est la thèse de Hans-Peter Schwarz dans *Die gezähmten Deutschen. Von Machtbesessenheit zur Machtvergessenheit*, Stuttgart, Deutsche-Verlags-Anstalt, 1985, 191 p.

parvenir une plus grande autonomie. Pour les représentants allemands, les affaires internes et externes étaient intimement liées.

Cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, affirmait Schöllgen, qu'elle le veuille ou non, était redevenue une grande puissance européenne. Du jour au lendemain, et à la surprise de tous, elle était passée à travers l'unification, du statut de puissance en retrait à celui d'une force en plein cœur de l'Europe, ce qui n'était pas sans causer de l'effroi chez plusieurs. Car bien sûr, voir la République fédérale retrouver une pareille importance impliquait à la fois des attentes et des craintes de la part des voisins. L'historien concédait que l'Allemagne, même souveraine, n'était pas un Etat normal comme n'importe quel autre Etat d'Europe. Les Allemands devaient tenir compte des souvenirs et des craintes des voisins et alliés, agir avec prudence pour éviter l'isolement. L'Allemagne constitue de même un important pôle d'attraction, par sa puissance économique mais aussi par son poids culturel. Cette attraction est une autre forme de pouvoir et exige une responsabilité particulière; le défi était d'éviter à tout prix que ne se reproduisent les «tendances dangereuses». Jusqu'à présent, elle s'était alignée sur la coopération, renonçant de plein gré à faire cavalier seul. D'après l'auteur, la nouvelle position de l'Allemagne demeurait délicate: on s'attendait à ce qu'elle agisse comme une grande puissance avec des devoirs et des responsabilités, mais elle s'exposait au blâme si elle se risquait à jouer les autonomes. En 1990, elle fut critiquée pour avoir fait preuve de retenue lors du conflit dans le Golfe persique. Un an plus tard, elle était la première à reconnaître la Croatie et la Slovénie et les médias étrangers parlèrent d'une

«résurgence du colosse allemand». Ces deux exemples illustrent bien, selon Schöllgen, tout le paradoxe des attentes envers l'Allemagne. L'Europe avait besoin d'elle comme centre d'une défense commune, comme pays d'accueil pour exilés, comme moteur de l'économie européenne et même comme ennemi.

Par ailleurs, en ce qui a trait à la capacité d'estimer la marge de manœuvre dont elle dispose, l'Allemagne est encore aujourd'hui marquée par l'extrême prudence politique des années cinquante. Les Allemands n'ont pas perdu ce sentiment d'être un peuple sur un territoire occupé. D'après Schöllgen, toutes ces années d'abstention en politique extérieure ont fait perdre à l'Allemagne l'habitude du pouvoir et ont entraîné la création d'un «nid confortable», hors de la politique mondiale. Même l'unification, juge-t-il, n'était pas au départ le résultat d'une politique étrangère active; celle-ci réagissait beaucoup plus aux bouleversements en Europe qu'elle ne les provoquait vraiment. Les gagnants de la Guerre froide offraient maintenant aux Allemands une seconde chance. Ils avaient l'inestimable opportunité de se prouver à eux-mêmes, comme à leurs voisins, que la nouvelle grande puissance allemande avait tiré les leçons du passé et de ses propres erreurs.

La théorie de Schöllgen au sujet de la totale impuissance allemande en matière de politique extérieure est discutable. De 1945 à 1955, la République fédérale était certes un pays occupé représenté par les Alliés. Toutefois, dès 1955 il y eut levée d'une bonne partie du statut d'occupation

et création d'un ministère des Affaires étrangères. Elle gérait dorénavant elle-même, en dehors des questions de Berlin, de la présence des troupes alliées et de la réunification, toutes les sphères de sa politique. En outre, les dirigeants ouest-allemands ont su utiliser la réussite économique à des fins diplomatiques. De plus, Schöllgen néglige totalement le fait que la modestie avait été pour l'Allemagne une grande source de légitimation et que l'idée d'abandonner une formule qui avait fait ses preuves expliquait plus justement les hésitations initiales. L'historien Christian Meier a décrit la souveraineté restreinte comme un privilège extraordinaire. Elle avait permis aux Allemands non seulement de se reconstruire, mais aussi de pratiquer la générosité et la tolérance, de telle sorte qu'ils ont pu mettre derrière eux, aux yeux de l'Europe et du monde entier, les images effrayantes⁷⁷.

Enfin, le principal intérêt de l'ouvrage de Schöllgen réside dans la justesse de sa description du dilemme allemand, fruit des attentes paradoxales de ses voisins. Il rend très bien compte de la position délicate de l'Allemagne et du fait qu'elle est constamment exposée à la critique, peu importe la voie empruntée. Les cas d'accrochages diplomatiques évoqués révèlent à quel point toute initiative provoque la suspicion, et la retenue le blâme. Schöllgen, à bien des égards, fait figure de théoricien politique des conservateurs. Ses conceptions fournirent un cadre à la droite bien-pensante, dont le nombre de défenseurs ne cessait de croître.

⁷⁷Voir l'entretien avec des écrivains allemands dirigé par Ulrike Ackermann, "France-Allemagne aller-retour", *Esprit*, mai 1996, pp. 24-43.

2.5 Peut-on parler d'une remilitarisation de la politique étrangère?

Dès le début de son mandat, Rùhe ainsi qu'un groupe de stratèges conservateurs influents, proposèrent une approche pour laquelle la tactique et le pouvoir militaire étaient des éléments vitaux de la nouvelle Europe. Seules la multiplication des crises dans le monde et la décision de la Cour eurent raison, en grande partie, des réticences initiales. En effet, la légitimation constitutionnelle de 1994 avait favorisé le début d'un consensus parmi les hommes politiques allemands en ce qui a trait l'emploi de l'armée. Et, bien que l'idée soit assez contestée, on peut parler d'une remilitarisation de la politique étrangère.

L'inspecteur général de la Bundeswehr de l'époque, Klaus Naumann, a fortement contribué à ce virage en annonçant dès 1992, avant même que la décision de la Cour soit rendue, que l'armée fédérale allait dans le futur devenir compétente dans la prévention des conflits, ainsi qu'un instrument visant à assurer la stabilité politique et économique, le maintien du monde libre et la limitation de la prolifération nucléaire⁷⁸. Avec un tel ordre du jour, le militaire n'était manifestement pas en passe de devenir un thème de second ordre.

⁷⁸Peter Glotz fit une critique acerbe du général suite à sa déclaration. Voir son recueil d'articles *Die falsche Normalisierung. Die unmerkliche Verwandlung der Deutschen 1989 bis 1994*, Frankfurt, Suhrkamp, 1994, p. 101.

Dans un article paru dans le *International Herald Tribune*⁷⁹, Josef Fitchett faisait état de l'acceptation grandissante de la vision de R  he en Allemagne et qu'elle recevait davantage le crédit qu'elle méritait, ce qui venait accélérer l'élargissement du rôle politique et militaire en République fédérale. Processus qui, toujours selon cet article, était approuvé par 72 % de la population. Les forces armées allemandes poursuivaient donc leur évolution, afin de répondre aux nouveaux besoins dans le monde, plus rapidement que certains observateurs ne l'auraient cru. En effet, l'histoire forçant le rythme du changement, des ajustements majeurs s'effectuèrent sur une courte période. On a dû à assez rapidement admettre que les forces armées n'étaient pas adaptées à la nouvelle conjoncture internationale. Bien que la Bundeswehr fut l'armée européenne la mieux équipée et la mieux entraînée, les résultats de l'opération Tempête du désert avaient montré qu'elle n'était pas préparée pour des opérations hors de la zone de l'OTAN⁸⁰. L'obligation de répondre à de nouveaux types de crises exigea une restructuration de ses effectifs et de son   quipement⁸¹.

La militarisation, telle qu'on l'entend, ne s'évalue pas tant ici en termes de sommes supérieures investies dans le militaire. Au contraire, les chiffres témoignent plutôt d'un resserrement du financement. Par exemple, le plafond des effectifs de la Bundeswehr avait été fixé selon le traité de Moscou à 370 000 hommes, mais en raison des restrictions budgétaires à venir, on prévoyait n'être en mesure de maintenir que 320 000 hommes. De

⁷⁹ Josef Fitchett, "Armed Forces Surpass Expectations. While other Europeans downsize, German military move into Lead", *International Herald Tribune*, 9 décembre 1997, p. 20.

⁸⁰ Asmus, *loc. cit.*, p. 152.

⁸¹ Voir article de Lothar Gutjahr, "Continuity or change? German's foreign policy after the 1994 elections", *Coexistence*, mars 1995, pp. 99-118.

plus, les crédits affectés à l'acquisition d'armements avaient été considérablement réduits (21%)⁸². La priorité a été plutôt accordée à la modernisation de l'équipement des forces de réaction rapide au détriment des forces de défense principale. La menace d'une grande guerre en Europe s'était dissipée, mais les risques d'affrontements liés à des conflits inter-ethniques ou la résurgence de nationalismes agressifs, comme l'avait démontré l'histoire récente, s'étaient accrus. Aussi, depuis 1994, des mesures ont été prises pour renforcer la capacité de commandement et la planification nationale, mais il a été entendu qu'elles se situeraient en-deçà de la reconstitution d'un grand Etat-major.

Selon Jean Klein⁸³, professeur à l'Université de Paris, le multinationalisme des corps d'armée dans la zone couverte par l'Alliance atlantique et la volonté du gouvernement fédéral de promouvoir une identité européenne en matière de défense rendaient improbable une renationalisation à la Guillaume II de la politique militaire allemande. La militarisation, ainsi que l'élargissement du mandat de la Bundeswehr, s'effectuèrent sans que les éléments-pivots propres au multilatéralisme soient modifiés. Là où il y a eu rupture, c'est plutôt dans le fait d'avoir surmonté son aversion de la force et consenti à prendre les moyens nécessaires pour la rendre efficace. Les conflits, particulièrement celui de la Yougoslavie, ont forcé les dirigeants à repenser le rôle que l'armée devait jouer en cette fin de XX^e siècle. Cette acceptation de l'élargissement du

⁸²Jean Klein, "La Bundeswehr" dans Anne-Marie le Gloannec, dir. *Etat d'Allemagne*, Paris, Editions La Découverte, 1996, p. 369

⁸³*Ibidem.*, p. 369.

champ de la politique de sécurité révèle clairement une importance croissante accordée à la composante militaire⁸⁴.

Outre ces considérations d'ordre technique, on remarque une «militarisation psychologique» de la République fédérale. Celle-ci s'est manifestée par les efforts déployés par certains hommes politiques dans le but de réhabiliter l'image du militaire. L'exemple le plus frappant est certainement celui de l'inauguration, après la réunification, de la *Pietà* de Käthe Kollwitz, monument situé dans la Neue Wache à Berlin. Cette statue représentant un jeune soldat allemand, touché par une balle et rendant l'âme dans les bras de sa mère, témoignait d'une transformation du discours: nous étions passés de la rhétorique des responsables de la guerre à celle des sacrifiés. Ce mémorial marquait la volonté de transformer la perception de la Bundeswehr par l'opinion publique, transformation à laquelle travaillait intensivement Rühle depuis 1992. Dans le même veine, ce dernier héros, en l'invoquant aussi souvent que possible, le général Claus Schenk von Stauffenberg qui, sous le régime nazi, avait résisté à Hitler, essayant ainsi de relier la *Wehrmacht* à autre chose qu'aux millions de souffrances et de morts.

Dans la foulée du processus de restauration de l'image de l'armée, Wolfram Wette⁸⁵ fait état d'une pression grandissante exercée sur les

⁸⁴Voir article de Philippe Hébert et Paul Létourneau, "Vers une militarisation de la politique étrangère allemande depuis 1990?", *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, avril-juin 1998, pp. 221-227.

⁸⁵Wolfram Wette, "Rückkehr zur Normalität und Weltmachtdenken. Die Renaissance des Militärsachen im neuen Deutschland", *Blätter für deutsche und internationale Politik*, août

historiens, employés à l'Institut de recherche pour l'histoire militaire. On cherchait selon lui à «orienter» les travaux de façon stratégique afin que l'on cesse de percevoir ce qui, aux yeux des commandants, apparaissait comme une sur-critique des traditions de l'armée allemande.

Les dernières décisions prises par le *Bundestag* trouvaient bien peu de fondements dans la société allemande d'après-guerre. Le sens, les Allemands sont allés le chercher en vérifiant la conformité des manœuvres auprès de la Loi fondamentale, en redonnant une fonction au militaire, et en laissant la porte ouverte à ce qu'un Schöllgen ou un Hacke donne les assises nécessaires à une nouvelle vision. Mais la manifestation la plus éloquente du changement de *Zeitgeist* est la fin du consensus chez les intellectuels: l'image d'une gauche faisant bloc et parlant d'une seule voix s'était lézardée.

1994, p. 983. Voir aussi Stefan Berger, *op. cit.*, p. 186; Detlef Bald et al. "Zurück, Marsch, Marsch!", *Die Zeit*, 6 mai 1994, p. 52.

Chapitre 3

Effritement du consensus de la gauche

Le prisme politique et moral à travers lequel nous, les Allemands, voyions le monde s'est soudainement brisé.

-Peter Schneider

Kein Philosoph will mehr herrschen.⁸⁶

-Thomas Schmidt

L'émergence de la nouvelle droite et le conflit au Kosovo ont nourri la discussion en République fédérale et confirmé la tendance amorcée quelques années plus tôt, à savoir l'érosion de la gauche et l'introduction du pragmatisme dans la politique allemande. Rien ne semblait vouloir freiner ce mouvement de fond, ni les interventions de certains piliers de l'intelligentsia, ni l'arrivée au pouvoir de la nouvelle coalition gouvernementale

3.1 L'affaire Botho Strauß

En 1993, le dramaturge Botho Strauß publiait dans le *Spiegel* un article coup de poing «Anschwellender Bocksgesang»⁸⁷. Du coup, il venait de sonner le clairon de la nouvelle droite et de provoquer l'agitation au sein de

⁸⁶Il n'y a plus de philosophes qui veulent dominer.

⁸⁷Botho Strauß, "Anschwellender Bocksgesang", *Der Spiegel*, 8 février 1993, pp. 202-207.

la gauche. Le contenu de ces cinq pages constituait ni plus ni moins, de la part d'un des plus jeunes représentants de la révolution de soixante-huit, une flamboyante défection des causes pour lesquelles ce dernier avait milité. De plus, sa prose, fort habile, n'épargnait rien ni personne. Le texte fut reçu par la plupart de ses pairs comme une véritable trahison et causa, il va sans dire, plusieurs remous au sein des sphères politiques.

Il affirmait que les Allemands formaient un peuple de déracinés et que ce fléau était attribuable à sa génération. Selon lui, c'est à elle que l'on devait la dépréciation en Allemagne de certaines notions telles que celles du soldat, de l'Eglise, de la tradition et de l'autorité. Ses représentants avaient sapé tout sentiment de fierté de la nation, amputé la République fédérale de ce qui constitue l'essence même d'un peuple: la dignité. Il ajoutait, et c'est sur point que la colère se fit entendre avec le plus de véhémence, que les néo-nazis représentaient l'inévitable produit de cette génération. A son avis, ces extrémistes de droite avaient compris qu'il était nécessaire de protéger l'ethnicité allemande. Strauß poursuivait en affirmant que les Allemands avaient troqué leur conscience nationale pour un consumérisme rampant, et se désolait de l'hypocrisie morale de la société.

Aux yeux de Strauß, la *Nachkriegsintelligenz* s'était efforcée toutes ces années de relier les Allemands à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale et à alimenter le sentiment de culpabilité. Selon lui, ces derniers en avaient fait une fixation malsaine. La génération d'après-guerre, caractérisée

par la haine du père et par la négation de celle qui l'avait précédée, a développé un «antifascisme psychopathe». Parce qu'elle souhaitait contrebalancer l'effet négatif de ce passé, la gauche avait, d'après Strauß, cherché à personnifier le bien radical, poussant la République fédérale à être un exemple de tolérance, ce qui venait expliquer, entre autres, les mesures beaucoup trop généreuses d'asile politique. Selon l'auteur, la gauche faisait aussi erreur sur un autre point, celui d'encourager l'Allemagne à subir une société multiculturelle à l'américaine. Ce dernier affichait, en quelques lignes assassines, son aversion pour la pluralité culturelle, puisqu'elle constituait une menace pour la germanitude. De plus, il affirmait que dans cette société sans pères on avait abandonné l'idée de puissance, ouvrant ainsi la porte à une mollesse généralisée, principalement dans le milieu étatique et celui des médias; ils étaient devenus le lieu de discussions gentilles n'ayant rien à voir avec la traditionnelle (et regrettée) *Kulturkritik*. En guise de conclusion, il se contentait de poser une question: à quand le prochain *Führer*?

Strauß, malgré l'indignation générale, trouva tout de même quelques appuis importants. Ses propos n'avaient pas été massivement rejetés, comme ceux de Nolte: ceci témoignait du changement indéniable du *Zeitgeist*. En effet, l'avenir devait montrer que l'influence de cette nouvelle pensée chez les intellectuels, sans être totale, fut considérable. Plusieurs individus d'allégeance gauchiste se laissèrent séduire par ce vent conservateur et quelques-uns même, parmi les plus puristes, ont poussé plus loin, à leur manière, l'idée d'une renationalisation de l'identité allemande.

Brigitte Seebacher-Brandt, historienne et veuve de Willy Brandt, renchérissait aux propos du dramaturge. Elle s'en est pris, dans sa lettre envoyée au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*⁸⁸, au conformisme intellectuel, au consensus pour la rectitude politique et à l'esprit philistin de la gauche. Mais le soutien le plus véhément de Strauß fut certainement celui de Martin Walser, un autre bel exemple du virage idéologique. Il écrivit dans le *Spiegel*⁸⁹ un article qui dénonçait l'absence d'espace en Allemagne pour la parole libre. Il y est question de la terreur exercée par la vertu, de la domination du politiquement correct et de la manipulation de la population par les médias. Médias qui avaient été infiltrés par la gauche et qui maîtrisaient de façon inouïe (ce qui n'était pas sans rappeler Goebbels) l'art du montage et de la construction idéologique de toutes pièces. Ce qui était «incorrect» n'était pas que mauvais, c'était le Mal. Il prétendait qu'à force de doctrines et de pression pour une moralité irréprochable, le bien était devenu une sorte d'automatisme, une forme convenue à laquelle on adhérait sans trop y penser, ce qu'il appelait la «banalité du bien»⁹⁰. Depuis la fin de

⁸⁸Brigitte Seebacher-Brandt, "Strudel im Meinungsstrom", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 avril 1994, p. 31.

⁸⁹Martin Walser, "Ueber freie und unfreie Rede", *Der Spiegel*, 7 novembre 1994. p. 134.

⁹⁰Idée qu'il développa plus tard lors de son discours en 1998 à l'occasion de la remise du prix de la paix par les libraires allemands. L'écrivain de 71 ans déclencha une polémique en commentant la controverse au sujet du mémorial de l'Holocauste qui devait être construit à Berlin. Il avait alors déclaré que le peuple allemand ne pouvait tolérer plus longtemps qu'on lui reproche son passé et invitait ses compatriotes à en finir avec les «manifestations de culpabilité stériles et masochistes». En des termes qui ont scandalisé plusieurs intellectuels, Walser a évoqué cette «routine de la menace» et a reproché à des groupes non spécifiés l'instrumentalisation de l'Holocauste. Ces propos tranchaient avec ceux du passé. Walser avait acquis le crédit de la gauche dans les années '60 et '70 par sa critique de la restauration économique allemande et du réarmement, ainsi que par sa contestation de la guerre du Vietnam. C'est à lui que l'on demanda de rédiger l'introduction de l'édition allemande de *La Nuit* d'Elie Wiesel publiée au début des années '60. Sa pièce *Eiche und Angora* (1962) contenait une évaluation fort sévère de la tendance allemande à oublier le passé. En 1970, insatisfait des sociaux-démocrates, il avait écrit un essai sur Marx. C'est dans les années '80, alors que les intellectuels voyaient la division comme une punition pour

la Seconde Guerre, les Allemands répètent inlassablement être une «nation coupable». Walser estime qu'avec un tel précepte, il n'est plus possible de parler de nation en République fédérale. Sur une note un peu plus modérée, Daniel Cohn-Bendit et Antje Vollmer étaient d'avis qu'il devrait y avoir de la place dans la société allemande pour une pensée conservatrice à la Strauß.

Pendant plus d'un an, les journaux et revues ont été remplis de la discussion au sujet de l'affaire Strauß. Nombreux furent ceux qui dénoncèrent le mouvement, ce qui donna lieu à la publication de livres alarmistes. Joachim Vogel répliquait dans le *Spiegel*⁹¹ qu'il s'inquiétait de l'ultraconservatisme et de l'élitisme de Strauß. Il voyait dans ses propos une grande parenté avec les valeurs qui circulaient sous la République de Weimar. Il estimait que ces idées, loin d'être nouvelles, avaient déjà été énoncées par Heidegger, Nietzsche et Spengler. Peter Glotz, pour sa part, affirma que la normalisation du nationalisme pouvait facilement se transformer en nationalisme ethnique, et que Strauß était un homme dangereux (*gefährlicher Wirrkopf*)⁹². Ignatz Bubis, dont l'affabilité et la tolérance ont fait une des figures juives allemandes les plus populaires⁹³, se disait troublé par le terrain gagné par les idées de droite. Selon lui, le regain rapide du nationalisme bien-pensant et «fréquentable» était une réalité fort

l'Holocauste (tout comme Walser lui-même pendant plusieurs années), qu'il fit appel à une nouvelle mémoire. Sa déclaration de 1998 fut suivie d'une discussion dans la presse allemande avec Ignatz Bubis, président du Comité central des Juifs d'Allemagne.

⁹¹Joachim Vogel, "Tragödie eines Einzelgängers", *Der Spiegel*, 7 mars 1993, p. 236.

⁹²Peter Glotz, *op. cit.*, p. 115.

⁹³Il se refuse à exagérer le néonazisme et se porte à la défense des Juifs qui ont choisi de demeurer en République fédérale.

inquiétante. Bubis affirma à plusieurs reprises que l'on ne pouvait reconstituer une fois de plus l'Allemagne sur le principe du nationalisme et pas davantage sur l'oubli et la révision de l'histoire.

3.2 La nouvelle droite

Peu après la parution de son article, Strauß permit sa reproduction comme premier texte d'un manifeste: *Die Selbstbewußte Nation*⁹⁴. Ce collectif, constitué d'essais et d'articles, fut publié en 1994 par Heimo Schwilk et Ulrich Schacht. Ses auteurs le voyaient comme un premier bilan de l'expérience allemande depuis 1989: la nouvelle droite était née. Il s'agissait, en somme, d'un recueil de prescriptions et de doléances d'intellectuels qui avaient été jusqu'alors, pour la plupart, de gauche. Ce groupe sans programme s'était donné pour mission de sauver l'idée nationale du dénigrement que la génération précédente lui avait fait subir. Parmi les sujets chauds de discussion, on retrouvait la loi au sujet de l'asile politique, la lutte contre le crime organisé et la remilitarisation de la politique étrangère. Les auteurs, loin de se retrouver parmi les extrémistes écumants, appartenaient plutôt aux cercles de journalistes, de professeurs, d'historiens et d'hommes d'affaires. La discussion ne fut pas menée seulement dans des journaux et revues d'extrême droite telle que la *Junge Freiheit*, mais aussi dans plusieurs journaux réguliers comme *Die Welt*, *Rheinischer Merkur*, et *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Depuis 1989, les débats se sont multipliés et

⁹⁴Heimo Schwilk et Ulrich Schacht, *Die Selbstbewußte Nation: "Anschwelender Bocksgesang" und weitere Beiträge zu einer deutsche Debatte*, Frankfurt am Main, 1994.

révèlent que le ton a changé en Allemagne, que les préoccupations ne sont plus les mêmes. Ces dernières années, les conservateurs ont pris de plus en plus la parole et la gauche, en perte de vitesse, s'est contentée de répliquer - parfois de façon convaincante.

En somme, ce que la nouvelle droite reprochait aux soixante-huitards⁹⁵, c'était leur concentration morbide sur le passé nazi de même que leur *Vergangenheitsbewältigung*⁹⁶ excessif qui s'était transformé en antigermanisme. Le fait d'exiger éternellement de la société allemande le devoir de repentir qu'imposaient les malheurs et les injustices de l'Allemagne du passé, sans aucune possibilité d'espoir, était intenable. Les néoconservateurs souhaitaient donc surmonter cette haine que les Allemands avaient d'eux-mêmes, ce penchant pour une rectitude morale et cette fixation obsessionnelle sur le III^e Reich: il ne fallait pas laisser les douze ans de dictature nationale-socialiste devenir une prison. Ils réclamaient la fin de «l'époque larmoyante»⁹⁷, ce qui signifiait non pas un oubli de l'histoire mais plutôt un désir de ne pas la voir dicter la politique quotidienne. Les soixante-huitards avaient créé, selon eux, une version politiquement correcte de l'histoire allemande, qu'ils avaient ensuite répandue à travers les médias avec une efficacité propre aux régimes totalitaires. Las du culte de la douleur et cynique envers la propagande de

⁹⁵Voir Günter Hofmann, "Kulturkampf gegen Kulturrevolutionäre", *Die Zeit*, 8 janvier 1993, p. 3, Konrad Jarausch, "Reshaping German Identities: Reflections on the Post-Unification Debate", dans Konrad Jarausch dir., *After Unification: Reconfiguring German Identities*, Providence, Berghahn Books, 1997, pp. 25-60.

⁹⁶Le fait d'assumer le passé.

⁹⁷Hermann Glaser, *Deutsche Kultur (1945-2000)*, Berlin, Ullstein, 1999, p. 616.

culpabilité de la gauche, Karlheinz Weißman, professeur à Göttingen et l'un des représentants les plus acharnés de la nouvelle droite, affirmait que si les historiens allemands pouvaient déterminer que huit millions de Juifs au lieu de six avaient été éliminés, ils sauteraient de joie.⁹⁸ On estimait qu'une Allemagne «normale», libérée de l'albatros du passé nazi, serait enfin capable de mettre de l'avant ses intérêts, comme n'importe quelle autre nation.

Dans un autre recueil d'articles, qui faisait quant à lui le point sur la politique extérieure (*Westbildung*), l'alliance avec l'Occident fut agressivement remise en question. On y critiquait l'intégration sans réserves de la République fédérale à la politique, à l'économie et aux organisations militaires occidentales qui menaçait «l'esprit allemand». Ce qui, d'ailleurs, avait toujours été considéré par la gauche comme le plus grand accomplissement de l'après-guerre. Au niveau culturel, l'Allemagne de l'Ouest avait aussi été dominée par un libéralisme hédoniste inspiré de *l'american way of life*, une imposition étrangère donc, qui détruisait les mérites spécifiques de la culture allemande⁹⁹. Les conservateurs affirmaient sans ambages leur méfiance envers les étrangers ainsi que leur désir d'une

⁹⁸Jacob Heillbrun, "Germany's New Right", *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1996, p. 94.

⁹⁹Voir l'entretien paru dans le *Spiegel* avec l'historien Heinrich August Winkler ("Die Sonderwege sind zu ende", 2 octobre 2000, pp. 85-89), où ce dernier s'est prononcé sur la fameuse «germanitude». Il affirmait que l'Allemagne de l'Est, la portion la plus «allemande» du pays, présentait encore aujourd'hui des préjugés antisémites et antipolonais, ainsi qu'un penchant pour le radicalisme de droite. Les Allemands de l'ancienne RDA n'ayant connu aucune expérience démocratique réussie avaient, par conséquent, conservé certains traits typiques. Il estimait que l'ouverture à la culture politique de l'Occident avait été une opportunité inouïe pour la RFA.

homogénéité ethnique et culturelle de la nation allemande. Ils jugeaient que l'intérêt national de la nouvelle *Bundesrepublik* s'alignait encore beaucoup trop sur les intérêts de l'Occident. La nouvelle droite considérait que cette disposition de la République fédérale à toujours vouloir satisfaire les désirs de ses partenaires avait assez duré. Certains extrémistes affirmaient que l'UE était le terrain en or pour exploiter politiquement et économiquement l'Allemagne et que cette dernière ne pourrait pas financer cela encore très longtemps. Pour eux, la fin de la division était la chance inespérée d'échapper aux limites de l'exceptionnalisme allemand. Aussi, l'historien Christian Hacke affirmait que l'intégration européenne n'allait pas suffire pour le futur de la politique étrangère allemande.

Le mot d'ordre c'était le retour d'une nation consciente d'elle-même, désormais centrée sur ses intérêts ainsi que sur une politique étrangère plus indépendante. Une République de Berlin confiante qui retournerait aux doctrines nationalistes d'avant la prise du pouvoir par les nazis. On souhaitait, dans la même veine, l'abandon du *Sonderweg* post-national¹⁰⁰. L'altruisme de la République fédérale, dont la tolérance culturelle, la politique libérale et le droit social étaient les principaux traits, devait cesser.

¹⁰⁰Les conservateurs jugeaient que le comportement de la République fédérale après 1945 était une forme de «voie particulière» renversée. Son arrogance et son volontarisme avaient fait place à une discrétion et un désir maladif d'être absente de la scène mondiale. Encore une fois, elle risquait de commettre les mêmes erreurs face aux nouveaux enjeux, mais en sens inverse, en refusant une plus grande part de responsabilité. Pour éviter de tomber dans le même piège, l'Allemagne devait apprendre à définir ses propres intérêts, rendre ses besoins acceptables pour les voisins et développer une conscience nationale saine.

Par ailleurs, le postnationalisme et le patriotisme constitutionnel¹⁰¹, mis de l'avant entre autres par Habermas, étaient considérés comme des constructions artificielles et absurdes. La gauche avait estimé toutes ces années que le besoin d'une identité collective, s'appuyant sur l'idée de la nation, était une invention romantique qui pouvait être facilement instrumentalisée en faveur d'une politique de pouvoir. Les conservateurs jugeaient cette notion de remplacement comme un succédané qui ne tenait pas la route; elle échouait selon eux à générer la force de cohésion essentielle à la bonne marche de l'Etat de droit et aux institutions démocratiques. On souhaitait une renaissance de l'amour et de la fierté pour la patrie, comme l'illustre cet extrait éloquent de *Westbildung*:

L'Allemagne s'est suffisamment complue dans la pitié d'elle-même, l'antinationalisme, et la controverse sans fin. Notre pays doit se donner une poussée. Nous n'avons pas besoin de cette morale agaçante, mais bien de décisions vigoureuses.¹⁰²

Peter Glotz a écrit que les représentants de la nouvelle Allemagne nationaliste étaient jeunes, éduqués et surtout, ne possédaient aucun problème de conscience; qu'ils souhaitaient une République fédérale jouant un rôle de premier plan avec la même fougue que le mouvement de paix à l'époque l'avait voulue modeste¹⁰³. Cette affirmation est vraie en partie

¹⁰¹Sentiment d'appartenance s'appuyant sur la Loi fondamentale, et non sur la fierté nationale. Constitue une sorte de garantie contre le retour des tendances dangereuses.

¹⁰²Extrait cité dans Stefan Berger, *op. cit.*, p. 186.

¹⁰³Peter Glotz, *op. cit.*, p. 28.

seulement; son hypothèse à l'effet que cette option était celle des jeunes doit être relativisée. Plusieurs intellectuels allemands qui, au départ adhéraient aux idées du post-nationalisme, avaient ajusté leur position et s'affichaient désormais comme les partisans de la «nation allemande». Hagen Schulze décrivait en 1989 l'Etat-nation comme un cul de sac.¹⁰⁴ Quatre ans après la réunification, ce dernier ajustait son tir et se prononçait sur la durabilité et la longévité du phénomène de la nation. Hans Mommsen déclarait que la notion d'identité post-nationale était sans valeur. Jürgen Kocka concédait que l'Etat-nation était plus ancré en Allemagne qu'il ne l'aurait cru et qu'il demeurait la forme normale d'organisation des sociétés européennes. Brigitte Seebacher-Brandt, autrefois membre de la gauche militante, affirmait maintenant que la nation demeurait le cadre normal et naturel, la référence la plus évidente pour une population. Aussi, elle jugeait que la réunification avait en quelque sorte montré «l'âme du peuple», ainsi que ses rêves et ses instincts. Principes qu'elle jugeait beaucoup plus profonds que la rationalité sans âme de la gauche. Par ailleurs, Bonn avait été selon elle une déviation de la véritable voie de l'histoire allemande, une excroissance qui devait être remplacée par une République de Berlin sûre d'elle-même: le temps de la honte et de la lâcheté était terminé.

Les idées de la nouvelle droite, à l'origine de l'effritement graduel des tabous ainsi que de nombreuses défections, se sont taillées une place au sein de l'intelligentsia allemande. Ces notions, associées au pessimisme culturel présent un peu partout en Europe, tracèrent un lien entre la gauche et la

¹⁰⁴Berger, *op. cit.*, p. 190.

droite et favorisèrent l'adhésion d'un bon nombre de soixante-huitards désillusionnés¹⁰⁵.

Il y a tout de même encore en Allemagne présence d'objecteurs de conscience. L'historien Hans-Ulrich Wehler réitéra ses craintes en affirmant que l'Allemagne réunifiée pouvait être conduite à des expérimentations dangereuses en politique étrangère et qu'il craignait les appels excessifs aux aspirations nationales. Il rappelait par un article dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*¹⁰⁶ qu'il était risqué de retourner aux concepts d'intérêts d'Etat et de nation qui avaient cours au XIX^e siècle, tels que véhiculés par les «prophètes auto-proclamés», les nouveaux «gourous politiques». Leur hymne à un Etat national allemand grand et puissant, drapé du concept de *Realpolitik*, celui-là même qui avait entraîné l'Europe dans la catastrophe, était peu rassurant. Il admettait cependant la nécessité de discuter la nouvelle politique étrangère en raison de la situation mondiale qui avait basculé après la guerre froide. Il percevait la modestie de l'ancienne RFA comme la meilleure recette pour le futur. L'Allemagne ne devait pas se donner comme but de devenir le pouvoir dirigeant en Europe. Heiner Geissler, secrétaire général de la CDU, publia *The wrong path of nationalism* livre dans lequel il mettait les Allemands en garde contre l'émergence des doctrines de la nouvelle droite. En 1994, Friedbert Pflüger, ancien bras droit du président Weizsäcker et membre du *Bundestag*, publiait de son côté

¹⁰⁵Michael Mertes et Hubertus von Morr, "Linke rechts drehend. Neue Allianzen", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 avril 1994, p. 35.

¹⁰⁶Hans-Ulrich Wehler, "Gurus und Irrlichter. Die neuen Träume der Intellektuellen", *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 mai 1994, p. 31.

Wohin treibt der Republik? (vers où dérive la République). Pour Bubis, la nouvelle droite était une menace qu'il fallait combattre en utilisant les mêmes moyens qu'elle. Il estimait que la nouvelle tendance procédait de manière élégante (pernicieuse?), en agissant à un niveau purement intellectuel. Les deux principaux dangers, selon Bubis, résidaient dans l'éventuelle relativisation du passé nazi, de même que dans la possibilité que cette orientation se répande dans la majorité des partis.

La frayeur de ces derniers face à cette vague conservatrice semble toutefois non fondée¹⁰⁷. Tout d'abord, parce que les idées défendues par les conservateurs sont loin d'être la norme et se heurtent encore à de très grandes résistances. Ensuite, parce que ces derniers ne forment pas un mouvement politiquement organisé, avec un représentant officiel, comme c'est le cas en Autriche avec Jörg Haider. Les conservateurs se contentent de dénoncer les abus de la gauche et de critiquer l'ancienne RFA, de remplacer la théorisation par la démolition des tabous sans proposer d'alternative concrète. De plus, la politique de la République fédérale depuis 1989 a manifestement continué à s'appuyer sur les mêmes fondements: la coopération transatlantique et le dévouement à la poursuite de l'intégration européenne et de l'OTAN. Enfin, toute la période d'après-guerre est un solide témoignage de la stabilité de la démocratie en Allemagne.

¹⁰⁷Voir l'article de Jan Müller, "From National Identity to National Interest: The Rise (and Fall) of German's New Right", *German Politics*, décembre 1999, pp. 1-15.

Le débat entourant les propos de Strauß et l'émergence de la nouvelle droite est symptomatique d'une nation qui se questionne sur elle-même, au même titre que le fut la querelle des historiens. Par ailleurs, qu'il y ait des idées de droite qui circulent en Allemagne n'est pas un phénomène nouveau. La nouveauté réside plutôt dans le fait que ces idées ont quitté les bastions d'extrémistes et font maintenant partie du discours accepté. Dans les années soixante-dix, une pareille discussion n'aurait pas été possible. La gauche, alors dominante, ne l'aurait pas permise: voilà la véritable rupture avec l'après-guerre.

3.3 La nouvelle coalition gouvernementale et le conflit au Kosovo

Les élections de septembre 1998 portèrent au pouvoir une nouvelle coalition formée de sociaux-démocrates et de Verts, changement qui faisait espérer une transformation radicale de la politique. Or, le nouveau gouvernement, loin de vouloir tout changer prit plutôt la voie de la continuité. L'Opposition, à présent remarquablement limitée¹⁰⁸, trouvait son seul représentant de taille chez Oskar Lafontaine. Lorsque ce dernier donna sa démission, après quelques mois seulement à titre de ministre des Finances, la gauche fondamentale perdit beaucoup d'influence dans la direction du parti. Par ailleurs, certaines paroles prononcées par le nouveau

¹⁰⁸Hanns W. Maull, "German Foreign Policy, Post-Kosovo: Still a "civilian Power"?", *German Politics*, août 2000, p. 7.

chancelier, Gerhard Schröder, lors de sa première allocution gouvernementale en novembre 1998 rendirent plusieurs perplexes: «Nos voisins européens doivent s'habituer au fait que l'Allemagne d'aujourd'hui ne se laisse plus prendre au jeu de la mauvaise conscience»¹⁰⁹. Le magazine français *Le Point*¹¹⁰, un an plus tard, établissait qu'aux yeux de Schröder, l'Europe, tout comme l'amitié franco-allemande, faisaient plus figure de références obligées que de convictions profondes. A quoi donc allait ressembler l'après-Kohl?

Malgré l'évident changement de ton dans ces cas précis, il n'en demeure pas moins que, dans les faits, le changement de gouvernement s'inscrivait sous le signe de la continuité. La coalition rouge-verte entendait poursuivre la voie amorcée par Rühle et Kohl et endossa plusieurs prises de position du régime précédent. Une bonne partie des Verts s'afficha même en faveur du *statu quo*. De telles dispositions achevèrent la montée du réalisme.

En plus du résultat des élections, le déménagement de la capitale a attiré l'attention des observateurs internationaux. Plusieurs d'entre eux ont vu dans ce changement un désir de passer à autre chose; que le centre de gravité de la République fédérale redevienne Berlin ne devait certes pas être innocent. Les Allemands persuadés que l'avenir de la République fédérale

¹⁰⁹Cité dans Pascale Hugues, "Allemagne: faut-il oublier le passé?", *Le Point*, 9 janvier 1999, p. 50.

¹¹⁰Dominique Audibert, "Allemagne: la République de Berlin", *Le Point*, 20 août 1999, p. 42.

n'était plus à Bonn ont eu toutes les difficultés à convaincre du bien-fondé de cette entreprise et durent subir une suite infinie de pourparlers. La perspective que le *Reichstag* fut à nouveau à 90 kilomètres de la frontière polonaise laissait planer une vague idée de retour du *Drang nach Osten*, cette vieille tentation de dérive vers l'Est qui donnait des cauchemars à l'Europe.

Au début de 1999, les premiers signes d'agitation avaient commencé à se manifester au Kosovo. Cet Etat de la Fédération yougoslave était habité par 90% d'Albanais¹¹¹ ainsi que par une minorité serbe se sentant principalement menacée par le taux de natalité singulièrement élevé de la population albanaise¹¹². Avec la volonté de «reserbiser» le Kosovo, la milice spéciale de Milosevic donna l'assaut à quelques villages. Le massacre de Raçak, rapporté par une commission d'enquête de l'OSCE sur les crimes de guerre, accéléra l'engagement de la Communauté internationale. En février de la même année, échouèrent les tentatives de négociations qui eurent lieu au château de Rambouillet à Paris, réunissant des délégations distinctes de Kosovars et de Serbes, ainsi que des représentants des puissances occidentales. Sommés d'accepter un plan de paix qui garantissait une très large autonomie au Kosovo, les Serbes crièrent au diktat: l'offre de l'Occident n'était, en aucun cas, recevable. Le 24 mars, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, donnait l'ordre d'une attaque aérienne. Alors que les premières bombes tombaient sur Pristina, au Kosovo, Milosevic

¹¹¹ La plus importante communauté non-slave de Yougoslavie, se différenciant par une langue qu'elle est seule à maîtriser.

¹¹² Pour plus de détails, consulter Jean-Arnault Dérens, *Balkans: la crise*. Paris, Gallimard, Coll. Folio actuel, 2000. 371 p.

exigeait de ses forces armées d'intensifier la campagne d'expulsion des Kosovars, et ce, par n'importe quel moyen. Deux semaines après le début de la guerre, 430 000 personnes avaient fui le Kosovo. ¹¹³

Pendant ce conflit, la Bundeswehr était très loin de sa mission originelle. L'OTAN avait décidé d'intervenir sans le mandat de l'ONU, entorse grave aux principes sur lesquels les Allemands pensaient s'être déjà entendus; l'*Innere Führung*¹¹⁴ souffrait de ce genre d'intervention. Quelques voix manifestèrent leur désaccord: seul un mandat de l'ONU pouvait permettre l'application du droit international à l'égard de ceux qui l'enfreignent. En passant par-dessus cette condition essentielle, les puissances tâchant de remettre la Serbie à l'ordre étaient elles-mêmes fautives. Selon les règles de l'ordre international, l'utilisation de la force était interdite, à moins d'être explicitement autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU après que ce dernier eût déterminé que tous les moyens pacifiques avaient échoué. Cependant, il existe une contradiction ouverte entre ces règles, établies par la charte des Nations Unies, et les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Charte interdisait de violer la souveraineté des Etats, alors que la Déclaration garantissait les droits des individus face à d'éventuels Etats oppresseurs. Mais ni la Déclaration, ni la Charte, ne précisaient les mécanismes pour faire appliquer

¹¹³Erich Follath, "Der etwas andere Krieg, Teil III", *Der Spiegel*, 17 janvier 2000, p. 154.

¹¹⁴Sorte d'éthique de responsabilité personnelle fondant un code de déontologie du soldat, et de diverses instances de concertation, garantissant le respect des principes démocratiques. La Bundeswehr, «école de la nation», est formée à cette éthique depuis sa création en 1955 avec l'objectif clairement établi de produire des citoyens démocrates fiables.

ces droits. Manifestement, comme l'a fort bien exprimé un journaliste du *Spiegel*, les discussions au sujet de la légitimité de la guerre demeuraient un sujet pour les *Feinschmecker*.¹¹⁵

La situation des Albanais fut considérablement aggravée par l'intervention de l'OTAN; c'est la population qui subissait les ratés des pilotes occidentaux. Malgré les efforts de l'Alliance pour faire cesser la catastrophe, les médias montraient tous les jours le contraire: plus de réfugiés en fuite, plus de crimes de la part des milices serbes et toujours plus de civils victimes des frappes occidentales¹¹⁶. Parallèlement, une importante fraction de la Bundeswehr participait dans le cadre de la KFOR (force de l'OTAN occupant le Kosovo) à la construction de campements pour les réfugiés en Albanie et en Macédoine.

Suite au bombardement erroné de l'ambassade chinoise à Belgrade par un pilote américain (7 mai), Eltsine, qui depuis le début affichait une attitude très tiède à l'égard de l'intervention¹¹⁷, mettait ses homologues en garde contre une Troisième Guerre mondiale, particulièrement si l'on mettait à exécution le projet d'envoyer des troupes au sol; projet auquel les dirigeants allemands étaient d'ailleurs massivement opposés. Or, le temps pressait. On ne pouvait pas indéfiniment laisser les camps de réfugiés se remplir.

¹¹⁵Expression qui, familièrement, signifie «bec fin».

¹¹⁶Reinhard Mohr, "Verlust der Normalität", *Der Spiegel*, 24 mai 1999, p. 120.

¹¹⁷La Russie était l'alliée naturelle de la Serbie.

64 % des Allemands jugeaient l'attaque de la coalition occidentale juste¹¹⁸. Quand l'OTAN amorça les bombardements au Kosovo, les rues en Allemagne ne furent pas envahies de manifestants. A part les traditionnelles *Östermarsche* (marches de Pâques), où les pacifistes avaient l'habitude de se réunir, on ne signalait aucun rassemblement. On rapportait toutefois des manifestations anti-intervention dans plusieurs villes d'Europe, notamment à Paris, Rome et Milan. Le silence en République fédérale faisait figure d'exception.

L'autorisation, accordée par un gouvernement formé en partie de Verts, à l'armée allemande de participer aux attaques de l'OTAN laissa une majorité d'observateurs pantois. N'était-ce pas un sacrilège envers le «programme sanctifié» du parti? Gerhard Zwerenz écrivait dans un collectif qui se penchait sur la crise au Kosovo¹¹⁹ que les Verts, ceux-là même qui avaient pendant des années nourri l'espoir de redresser ce monde et de le rendre meilleur en formant le seul parti qui offrait une alternative, était devenu méconnaissable.

La scission qu'on avait pu observer entre les réalistes et les fondamentalistes chez les Verts (*Realos und Fundi*) depuis 1995 fut accentuée

¹¹⁸Suzanne Koelbl, "Ich darf nicht wackeln", *Der Spiegel*, 5 avril 1999, p. 23.

¹¹⁹Gerhard Zwerenz, "Man wird sich entscheiden müssen" dans Ulrich Albrecht et Paul Schäfer, dir. *Der Kosovo-Krieg*, Köln, Papy Rossa Verlag, 1999, p. 109.

par les événements récents. Ce phénomène, éminemment important en Allemagne, apparaissait comme une brisure fondamentale dans le paysage politique. Cette discorde nous ramène directement au modèle de Weber; les réalistes affichant une éthique de responsabilité, et les fondamentalistes, une éthique de conviction. Au nom d'une nouvelle morale, quelques antimilitaristes d'autrefois se surpassaient aujourd'hui pour rendre la République fédérale compatible avec la guerre.

Les Verts, une fois au pouvoir, s'étaient ni plus ni moins retrouvés coincés dans les limites structurelles du radicalisme et du désir de réforme.¹²⁰ Le rôle de ces derniers, en tant que fauteurs de troubles et faisant de l'écologie un thème d'importance majeure à titre de projet anticapitaliste, avait été systématiquement obscurci. Certains interprétèrent cette montée du réalisme comme une professionnalisation du parti, la nécessité de devoir maintenant cadrer dans l'*establishment*. Toutes ces années où ils formaient l'Opposition, les Verts avaient eu le loisir de jouer les *Friedensengel*.¹²¹ La crise interne du parti, qui devait son existence à la volonté de bloquer les formes traditionnelles du pouvoir d'Etat, était sans précédent.

¹²⁰John Ely, "Green Politics and the Transformation of the Left in Germany", *German Politics*, automne 1997, p. 183 ; Thomas Schmid, "Les Verts entre renouveau et immobilisme", *Esprit*, mai 1996, p. 90.

¹²¹Anges de la paix.

Schröder, que l'on nommait dans les coulisses le *Kriegskanzler*, a défini dans le *Zeit* (4 février 99) les obligations particulières que le passé imposait à l'Allemagne d'aujourd'hui:

Notre rhétorique du «en raison de l'histoire allemande» a cessé d'être un décret. [...]Parce que nous sommes la cause de tant de dévastations, nous devons empêcher le massacre d'un peuple.

Cette allocution rend compte de la transformation radicale de la valeur politique de la période nazie. Le passé allemand cessait d'être le principal obstacle à l'activité internationale et de justifier la retenue; il apparaissait désormais comme le motif décisif légitimant une plus grande implication.

C'est Hubert Kleinert, représentant Vert, qui apporta la dernière main à ce changement de paradigme. Dans un rapport officiel, il fit directement appel au lourd passé allemand pour convaincre de mettre de l'avant une «nouvelle responsabilité». Le but d'une politique civilisée étant de faire respecter la dignité et les droits fondamentaux, il était nécessaire de faire de la guerre un outil politique. Selon cette logique, c'est précisément le poids de l'histoire allemande qui devait rendre la gauche particulièrement sensible à toute forme de résurgence du fascisme, spécialement lorsqu'il entraînait une escalade meurtrière comme dans les Balkans. La rhétorique avait été

renversée et se trouvait maintenant conforme aux objectifs de la République de Berlin. Schöllgen n'aurait pu faire mieux.

Les successeurs de Kinkel et de Rühle, le Vert Joseph (Joschka) Fischer et le SPD Rudolf Scharping, personnifient le type même du pacifiste converti et fournissent l'illustration la plus frappante du *Meinungswechsel*.¹²² Fischer avait été ministre écologiste dans le gouvernement du Land de Hesse et, avec Scharping, leader de mai 1968 à Francfort de même que farouche opposant à la guerre du Vietnam. Tous les deux ont troqué leurs idéaux pour un discours empreint de pragmatisme. Appuyés par d'importants *Realos*, Antje Vollmer, Hubert Kleinert et Daniel Cohn-Bendit, ils bâtirent une dynamique émotionnelle afin de se rallier les derniers sceptiques de la guerre contre Milosevic, ceux qui affichaient un *Bauchradikalismus* (radicalisme des tripes). Cohn-Bendit déclarait dans un article du *Monde*¹²³: «Ceux qui réclament l'arrêt des bombardements, qui dépend de nous, et le droit à l'autodétermination du Kosovo, qui dépend de Milosevic, doivent aussi dire comment ils comptent le lui imposer. Je ne vois pas d'autre alternative que l'intervention d'une force d'interposition ou l'abandon des Kosovars dans les mains criminelles de Milosevic».

¹²²Changement d'opinion.

¹²³Daniel Cohn-Bendit, "Pour un protectorat européen", *Le Monde*, 8 avril 1999, p. 3.

Deux essayistes allemands, Stefanie Christmann et Dieter Lutz¹²⁴, se sont penchés sur les discours de Fischer pendant le conflit et en ont conclu à une sentimentalisation de la politique, ainsi qu'à une démagogie qui ne reculait pas devant les extrêmes. Selon leur analyse, Fischer avait pris soin d'éliminer toute terminologie modérée, mettait de l'avant des scénarios sanglants de tueries et donnait dans la comparaison historique. D'après les auteurs, sans démagogie, Fischer aurait difficilement pu imposer démocratiquement l'idée du déploiement militaire au Kosovo. La défense des droits de l'homme était devenu le refrain familial. Et, pour reprendre ses termes, pouvait-on «mettre un principe plus haut que la défense des vies humaines?». Auschwitz planait, bien sûr, sur toutes ces questions.

Rudolf Scharping, ministre de la Défense, probablement troublé par les témoignages des réfugiés, jouait aussi très fort la carte de l'émotion. C'est par l'entremise de descriptions morbides et de révélations-chocs qu'il attisa l'opinion publique en faveur des bombardements menés par l'OTAN. Lorsqu'il prenait la parole en public, il employait à dessein le vocabulaire propre à décrire le III^e Reich, faisant référence à maintes reprises au génocide et aux camps de concentration. Le 27 avril, lors d'une conférence de presse, il présenta comme une nouvelle preuve des horreurs serbes les images d'un massacre de Kosovars. L'agence de presse Reuters établissait toutefois rapidement que les photos avaient été prises trois mois plus tôt et que les victimes qui apparaissaient sur celles-ci n'étaient pas des civils mais

¹²⁴Auteurs de *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*, Berlin, Taschenbuch Verlag, 2000. 275 p.

des combattants de l'UCK (mouvement de libération du Kosovo) faisant les frais d'un règlement de comptes pour le meurtre d'un officier serbe.

Tout en mettant l'accent sur les sévices subis par les Albanais, on chercha à légitimer l'intervention par la démonisation de Milosevic. Peter Struck, le président du SPD, déclarait que Milosevic était un dictateur obsédé de puissance poursuivant des buts racistes, criminels et d'une sauvagerie inimaginable. Plus le dirigeant serbe allait se maintenir longtemps au pouvoir, plus lourdes seraient les conséquences devant être assumées par la Communauté internationale. Par ce renforcement de l'image de l'ennemi, on trouvait une justification plus que suffisante de la guerre. Or, ce devoir d'intervention pour les «peuples assassinés» et cette mise au pas du mal personnifié impliquaient une révision totale du programme du parti.

Fischer fut accusé par ses pairs d'être devenu l'instigateur de la guerre. N'était-il pas en train d'entrer dans l'histoire comme celui qui avait approuvé les bombardements de la *Luftwaffe* hors de l'Allemagne? Il tenta de se justifier en affirmant: «Le Kosovo est, et demeure, un cas d'exception. Personne ne doit penser que c'est la nouvelle règle de l'OTAN». Quant à la violation des valeurs fondatrices, Fischer répondait que les Verts devaient passer par-dessus leur crise d'adolescence. On utilisait les droits de l'homme pour insérer en République fédérale le principe du pacifisme militaire. Le ton était semblable à Washington. Dans la presse américaine, on présentait

les événements comme un «tournant majeur dans les relations internationales, une nouvelle ère de rigueur morale sous la direction bienveillante d'un nouveau monde idéaliste déterminé à mettre fin à tout ce qui est inhumain»¹²⁵. Fischer, affichant un enthousiasme sans faille, déclarait le 8 avril 1999: «Les soldats allemands, de concert avec les plus vieilles démocraties, n'apportent plus la peur et l'effroi mais l'espoir pour l'humanité»¹²⁶. Cette phrase aurait pu avoir été prononcée par Rühle. En effet, le ministre des Affaires extérieures avait emprunté beaucoup plus au vocabulaire de son prédécesseur qu'à sa propre rhétorique.

Des antimilitaristes de longue date comme Ludger Vollmer (secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) et Angelika Beer soutinrent également les attaques de l'OTAN. Aussi, lorsque l'on demanda à Erhard Eppler s'il estimait être encore un membre du mouvement de paix, il répondit «non» sans hésiter¹²⁷. Un tel aplomb, de la part d'un homme qui avait été pendant dix ans la charnière entre le SPD et les pacifistes, étonnait. Eppler affirmait que ce n'était pas lui, mais le monde, qui avait changé. Bärbel Bohley, une importante activiste pour la paix de l'ex-Allemagne de l'Est déclarait: « On peut être pacifiste seul dans son coin, mais face à un village décimé où il ne reste qu'un homme âgé, alors cela me semble cynique de parler encore de pacifisme»¹²⁸.

¹²⁵Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire. Leçons du Kosovo*. Montréal, Ecosociété, 2000. p. 7.

¹²⁶Christmann et Lutz, *op. cit.*, p. 234.

¹²⁷Voir article de Dirk Kurbjuweit, "Krieg mit aller Gewalt", *Die Zeit*, 12 février 1993, p. 16.

¹²⁸Suzanne Koelbl, *loc. cit.*, p. 28.

Les activistes de la paix spéculaient abondamment sur les motifs condamnables de l'OTAN- prétention à devenir la police du monde, intérêts stratégiques de mauvais augure, plans secrets- sans porter un seul jugement sur la déportation meurtrière de tout un peuple. Dans un article paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*¹²⁹, Antje Vollmer mentionnait en ce sens que les maîtres de la théorie critique et grands défenseurs de la paix à tout prix devaient passer par-dessus l'augmentation terrifiante des massacres de peuples, la ressemblance à plusieurs égards entre Milosevic et Hitler et tout l'arsenal d'images effrayantes pour obtenir gain de cause. Les faits, suffisamment éloquents, ne pouvaient entraîner qu'un seul verdict.

Trente-sept des quarante-sept membres de la fraction verte du *Bundestag* étaient en faveur de l'intervention¹³⁰. La possibilité d'un envoi des troupes au sol poussa certains radicaux à menacer leurs collègues de quitter la coalition. Les insultes et les menaces entre membres du parti étaient devenues routine quotidienne; *Kriegshetzerin!*¹³¹ avait écrit à l'aérosol un graffiteur anonyme sur la porte du bureau de la secrétaire d'Etat des Verts, Gila Altmann. Plusieurs Verts fondamentalistes exprimèrent leur colère face à la construction de toutes pièces d'une idéologie directement empruntée des conservateurs et cherchant perfidement à être appuyée par

¹²⁹"Ritter Uebermoral", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 27 septembre 1999.

¹³⁰Jürgen Hogrefe et Alexander Szandar, "Die Spaltung liegt in der Luft", *Der Spiegel*, 26 avril 1999, p. 24.

¹³¹Meneuse de guerre.

l'opinion publique. On rappelait qu'une telle façon de faire avait des antécédents qui pesaient très lourd dans l'histoire allemande et faisait un peu trop penser au fameux: «Wollt ihr den totalen Krieg?»¹³². Ils partageaient le sentiment que leur génération avait échoué à réaliser ses rêves, à changer les institutions. A la fin, ce sont les anciens combattants, ceux qui furent les premiers à descendre dans la rue, qui finirent par céder. La fraction la plus radicale des Verts se sentait trahie par ses vieux amis, maintenant au pouvoir; les voir collaborer ainsi à l'aventure la plus guerrière de la République fédérale les plongeait dans une terrible désolation. Le parti a trompé les électeurs affirma Hans-Christian Ströbele, à la tête des radicaux, on ne pouvait attendre d'un gouvernement social-démocrate ce qui se produisait maintenant, et de cela ne pouvait résulter qu'une perte de confiance. «Je suis un âne, j'ai voté Verts dans le passé»¹³³ confiait un pacifiste désillusionné à un envoyé spécial du *Monde* à Cologne. Cette érosion du discours pacifiste fit dire à un représentant du PDS (ancien parti communiste remanié¹³⁴), Harno Harnisch, «nous sommes maintenant le seul parti anti-guerre en Allemagne».

Willi Winkler titrait malicieusement son article dans la *Süddeutsche Zeitung* «Oh! What a lovely war!» et jetait un regard critique sur le programme de sa propre corporation. «Encore cette semaine, plus de la

¹³²«Voulez-vous la guerre totale?». Question que Goebbels posa directement à la population le 8 février 1943 au *Berliner Sportpalast*.

¹³³Arnaud Leparmentier, "Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts", *Le Monde*, 7 avril 1999, p. 6.

¹³⁴Le PDS était soutenu par plus d'une voix sur cinq dans l'ancienne RDA. Les Allemands de l'Est étaient, par ailleurs, moins dévoués aux Américains et à l'OTAN: seulement 50% de la population approuvaient les bombardements de l'Alliance.

moitié des Kosovars et des Albanais seront déplacés hors du pays. Ça doit sûrement être cela la politique au nom des droits de l'homme.» Chez les fondamentalistes, on reconnaissait que Milosevic était à l'origine de l'épuration ethnique, mais la vraie responsabilité était plutôt attribuée à l'Ouest, l'Amérique, l'OTAN, la globalisation.

Cette impression de «mission morale» donnait à l'intervention des airs de croisade de l'Occident contre la barbarie des bastions non-évolués du monde. D'autre part, comme Karl Wids¹³⁵ l'a fort pertinemment remarqué, il apparaît paradoxal que le milieu critique qui, pendant les années quatre-vingt avait insisté sur la singularité historique de l'Holocauste et considérait l'approche relativiste comme une menace pour la culture politique éclairée de la République fédérale, soit aujourd'hui le premier à identifier des holocaustes à travers le monde. Des craintes furent soulevées au sujet de l'apparition chez les *Realos* d'un *Auschwitzlüge*.

A la mi-avril, on observa une baisse d'exaltation de la part de certains hommes politiques allemands. En réponse à une diminution du support de l'électorat souhaitant la poursuite de la guerre et à l'incapacité de l'OTAN à accomplir les objectifs fixés (tel qu'empêcher la catastrophe humanitaire), le ministre des Affaires extérieures demanda à ses conseillers de travailler sur un nouveau plan de paix qu'il présenta au G7¹³⁶. A Washington, l'initiative

¹³⁵Karl Wids, "Identity creation and the culture of contrition: Recasting "normality" in the Federal Republic", *German Politics*, avril 2000, p. 98.

¹³⁶Eric Follath, *op. cit.*, p. 154.

de Fischer fut accueillie froidement; dans la presse américaine, on raillait le sempiternel penchant des Allemands pour la paix. Toutefois, ce plan allait fournir en juin les bases pour le retrait des forces militaires une fois les hostilités terminées.

3.4 Fatigue idéologique et humeur des penseurs allemands

Der Pazifismus der dreissiger Jahre, in seiner gesinnungsethischen Begründung nur wenig von dem unterscheidet, was wir in der Begründung des heutigen Pazifismus zur Kenntnis zu nehmen haben, dieser Pazifismus der dreissiger Jahre hat Auschwitz erst möglich gemacht¹³⁷

-Heiner Geißler, ancien secrétaire général de la CDU

Kein Blut für Joschka Karriere!¹³⁸

-Slogan des pacifistes radicaux

Dans les rangs de la gauche intellectuelle, à l'exception de Günter Grass qui salua de façon succincte l'attaque de l'OTAN, on constatait un silence de mort¹³⁹. Un examen attentif de la presse écrite¹⁴⁰ d'avril à juin

¹³⁷Le pacifisme des années trente, dans ses fondements éthiques, se différencie bien peu de ce que nous connaissons des fondements du pacifisme actuel. Ce pacifisme des années trente a d'abord rendu Auschwitz possible.

¹³⁸Pas de sang pour la carrière de Joschka.

¹³⁹Ulrich Raulff, "Bewegliche Zonen. Schriftsteller, Historiker und die Geschichte der Gegenwart", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 avril, p. 40.

¹⁴⁰Plus spécifiquement *Der Spiegel*, *Die Zeit* et *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

1999 nous permet de conclure à une discrétion étonnante de la part des penseurs allemands. Les articles appellatifs, les admonestations et les lettres ouvertes en faveur de la diplomatie, suite à l'attaque de l'OTAN, sont pour ainsi dire absents des *Feuilletons*, section habituellement destinée au déploiement de leurs états d'âme. A l'occasion d'un numéro spécial, le *Spiegel* alla en interroger quelques-uns; de manière générale, les commentaires furent brefs. C'était la seconde fois, après les événements de 1989, que les médias devaient leur forcer la main pour avoir leur point de vue. «Une étrange atmosphère de résignation plane chez l'intelligentsia allemande» constatait Jan Ross dans le *Zeit*, une sorte d'abandon à l'inévitable.

Après les premières semaines de bombardements et le début de l'exode au Kosovo, on commença à recevoir quelques témoignages¹⁴¹. «Je me trouve dans une situation forcée où je ne vois pas d'issue» écrivait Christa Wolf. Hans-Magnus Enzensberger, plus provoquant que jamais, réitérait son soutien à l'intervention: «Je n'ai jamais été pacifiste car mon existence est redevable aux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale». Durs Grünbein rappelait que les bombes pouvaient aussi être un outil d'enseignement (*Erziehungsmittel*), et que les Allemands étaient très bien placés pour le savoir. C'est sous la plume de Dieter Wellershoff que leur dilemme trouva son expression la plus éloquente: «Celui qui agit se rend coupable, et celui qui n'agit pas aussi». Peter Schneider affirmait non seulement être en faveur

¹⁴¹Voir le dossier spécial sur les impressions des intellectuels dans "Ein Territorium des Hasses. Deutsche Schriftsteller äussern sich zum Bombardement", *Der Spiegel*, 12 avril 1999, pp. 262-263.

de l'intervention, il ajoutait, de plus, qu'une attaque militaire exécutée plus tôt aurait pu empêcher la catastrophe actuelle. A partir de la mi-avril, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* demandait aux écrivains du monde entier de se prononcer sur la guerre au Kosovo. Des auteurs serbes, roumains, hongrois, russes, américains, firent part pendant quelques semaines de leur point de vue. Au compte de l'Allemagne, seulement trois représentants: Enzensberger, Schneider et Ingo Schulze, tous les trois en faveur de l'implication allemande. Le fait de s'enquérir de l'opinion d'écrivains étrangers n'était-il pas un signe du *vacuum* idéologique en République fédérale?¹⁴²

Selon les objecteurs de conscience (Günter Wallraf, Peter Scholl-Latour, Franz Alt, Alice Schwarzer), dont les rangs avaient dramatiquement diminué, les horreurs étaient exagérées pour avantager le SPD. Pour Scholl-Latour, l'Allemagne était devenue le «caniche» des Américains. La République fédérale, en effet, avait adhéré entièrement au nouvel «humanisme militaire», récent cheval de bataille du gouvernement américain, où le maintien des sphères d'influence était drapé d'une volonté de défendre les opprimés, comme l'écrivait Chomsky dans sa dernière publication. Une poignée d'observateurs enthousiastes affirmaient assister à une révolution des relations internationales où les intérêts d'Etat n'étaient plus les seuls enjeux, à une nouvelle ère de justice. Cependant, les partisans de la paix assuraient ne pas être dupes de cette tromperie: si l'altruisme était

¹⁴²Il est question de ce vide dans Joachim Fest, "Offene Gesellschaft mit offener Flanke", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 octobre 1992; Karlheinz Weißman, "Die Nation Denken" *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 avril 1994.

à présent la nouvelle philosophie des pays membres de l'Alliance occidentale, pourquoi n'avaient-ils pas prêté main forte aux Kurdes souffrant des exactions turques? Bombarder des gens au nom des droits de l'homme n'était pas valable et menacer la population du Kosovo, pour laquelle les attaques aériennes étaient menées, relevait de l'absurde.

Les *Realos* opposèrent à ces objections une question toute simple: est-ce que la guerre contre Hitler et le bombardement de Dresde par les Alliés avaient été une erreur¹⁴³? Personne n'oserait dire aujourd'hui, malgré le grand nombre de victimes innocentes, que l'offensive occidentale n'avait pas été juste; les moyens ultimes sont justifiés pour obtenir une paix durable dans des situations extrêmes.

En même temps, certains conservateurs (Alfred Dregger, Helmut Schmidt) ont exprimé leurs doutes à propos de la guerre, sans doute embarrassés par l'aura caritative de la mission mise de l'avant par les Verts. Dans une entrevue accordée au *Spiegel*,¹⁴⁴ le responsable du ministère de la Culture, Michael Naumann, déclarait qu'en Allemagne, tout le monde pouvait dire ce qu'il pensait, changer d'opinion ou la conserver par pur plaisir ou simple caprice, sans pour autant perdre son prestige. Ce qui, à son avis, engendrait une incroyable confusion de l'opinion publique. La rapidité

¹⁴³ Cette attaque de l'Occident, la plus meurtrière de toutes, eut lieu le 13 février 1945 et fit environ 40 000 morts.

¹⁴⁴Entretien avec Naumann dans "Es gibt keine Lösung", *Der Spiegel*, 5 avril 1999, p. 196.

avec laquelle les circonstances ont changé en République fédérale était au-dessus des forces de l'élite intellectuelle.

Il est difficile d'ignorer l'*Umwertung*, (renversement des valeurs) en Allemagne¹⁴⁵. Malgré les changements de cap et les alliances surprenantes, on peut dégager la trame de fond, la direction que semble prendre l'esprit du temps. A présent, le nombre d'opposants gauchistes était considérablement réduit et trouvait bien peu d'écho.¹⁴⁶ Ceux qui ont pris la plume l'ont fait en grande partie au nom de la Raison et ont opté pour un discours empreint de réalisme.

Ainsi donc, plusieurs ex-pacifistes se sont dévoilés durant les conférences d'écrivains.¹⁴⁷ Ils soutenaient qu'il y avait des situations historiques où l'impératif de paix et les droits de l'homme, le refus de la violence et le combat pour la liberté ne pouvaient être assumés en même temps. Curieusement, les normalisateurs et les humanistes de gauche, troublés par la misère humaine, avaient à peu de choses près le même discours, bien qu'ils poursuivissent des buts différents. La gauche avait-elle embrassé cette cause précisément parce que l'implication internationale

¹⁴⁵C'est la thèse de Dieter Lutz et Stéphanie Christmann.

¹⁴⁶Konrad Jarausch, *loc. cit.*, p. 22.

¹⁴⁷Jan Müller, "Preparing for the Political: German intellectuals confronting the Berlin Republic", *New German Critique*, automne 1997, pp. 151-176; Peter Glotz, *op. cit.*, p. 136.

permettait enfin la fusion de la politique et de la morale? Les bellicistes de gauche étaient demeurés, malgré tout, des utopistes¹⁴⁸.

Dans la presse, le ton était parfois nostalgique: était-elle révolue l'époque où les écrivains, cinéastes, artistes pouvaient se présenter comme les experts de la communauté, comme les sociologues compétents, les grands-prêtres de l'humanité? Cent ans après l'Affaire Dreyfus en France, une poignée d'ex-militants déçus partageaient l'idée que le penseur politiquement engagé, inébranlable et intègre, battait de l'aile en Allemagne. Aux yeux de Reinhard Mohr, si l'intellectuel devait encore être investi d'une tâche à l'heure actuelle, elle devait se résumer à «accorder une voix aux circonstances réelles et complexes, chercher la vérité, même si elle n'aboutit pas à une représentation parfaite de ce que le monde devrait être». ¹⁴⁹

¹⁴⁸Mark Siemons, "Krieg und Interesse. Wie man mit Moral die Öffentlichkeit umgeht", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 avril 1999, p. 49.

¹⁴⁹Reinhard Mohr, "Krieg der Köpfe", *Der Spiegel*, 12 avril 1999, p. 260.

Conclusion

Aujourd'hui, la participation de la Bundeswehr au maintien de la paix dans le monde, conjointement avec les troupes alliées, n'a plus besoin d'être défendue. L'indifférence générale entourant la présence de soldats allemands au Kosovo et l'absence de sérieuses résistances parmi les hommes politiques, en est l'illustration. En effet, la dispute durant ce conflit était attribuable aux motifs invoqués par l'OTAN pour attaquer la Serbie, non pas à la présence allemande. Ceci témoignait qu'un pas final avait été fait dans la transformation de l'attitude face à l'usage du militaire; cela avait pris neuf ans aux Allemands pour reconnaître que la force, dans certaines circonstances, pouvait s'avérer nécessaire afin de rétablir la paix. De même que le devoir de mémoire n'était pas incompatible avec la responsabilité, bien au contraire, qu'il en était une composante.

Cette leçon de réalisme n'a pas été apprise sans peine et les premiers recours à la puissance militaire furent décidés à contrecœur. Seules les multiples nécessités ont fait entrer l'Allemagne dans le concert des nations et ont mis fin à la période que certains qualifient de «pénitence prolongée» et d'autres de «retraite confortable». Il est fort à parier que sans cela, l'ajustement aurait été beaucoup plus long, que les Allemands auraient continué d'agir comme si la guerre froide n'était pas terminée.

L'évolution des mentalités a démarré avec la guerre du Golfe en 1991, a connu un moment crucial en 1995 avec la Bosnie et un point de non-retour au Kosovo; depuis 1999, l'*Umwertung* est consommé. L'impact combiné de ces facteurs a servi de catalyseur à un profond processus de réflexion au sujet des hypothèses concernant le type de monde auquel la République fédérale allait devoir se mesurer dans le futur. Chacun de ces débats a confronté les Allemands à leurs vieux démons, a servi d'ersatz à une question encore plus profonde: l'augmentation de la souveraineté et de la responsabilité en Allemagne doit-elle être approuvée ou condamnée?

Les événements ont donc forcé le questionnement des valeurs et des objectifs, ce qui entraîna une profonde rupture avec le passé récent. En quelques années seulement, on assista à la mutation progressive d'un malaise, face aux nouvelles obligations à assumer dans le monde, en acceptation. Même la nouvelle coalition, au pouvoir depuis 1998, n'a pas su résister au bouleversement de l'esprit du temps. Les Verts et le SPD ont endossé le discours de la normalisation malgré leur légendaire adhésion au pacifisme et à l'Etat post-moderne. Ils ont, pour une large part, intégré le principe que le désir idéaliste de paix pouvait devenir une barrière à l'application d'une politique adéquate et loyale, et qu'il fallait substituer à la culture de retenue une culture d'intervention. Les signes d'assimilation grandissante de la normalité furent aussi visibles dans le refus des dirigeants allemands d'intervenir partout dans le monde, à la simple demande. Le penchant allemand pour les extrêmes aurait pu, au moment du changement de paradigme, les faire basculer dans l'autre versant. Or voilà,

les hommes d'Etat déclarèrent qu'ils interviendraient dans les cas menaçant directement les intérêts de l'Allemagne. Les Verts et les sociaux-démocrates étaient donc passés de l'utopie «post-nationale» à la notion d'intérêt national.

De plus, il y a maintenant une place en République fédérale pour le discours nationaliste. Plutôt qu'un retour massif de la nation, il s'agit de signes subtils d'une graduelle érosion des vieux tabous concernant les sentiments nationaux. L'éducation civique, principal rempart contre la propagande nationaliste, continue toujours de propager la responsabilité collective, mais la gauche n'a plus le champ totalement libre pour entretenir la honte. Ce phénomène devrait être rassurant, puisque c'est certainement dans le nihilisme national que l'extrême droite trouva sa justification la plus puissante. Le peuple allemand semble être sur le point d'adopter une perception de lui-même plus saine; ce rééquilibrage était à la fois inévitable et nécessaire. L'apprentissage de la normalité, c'est avant tout apprendre à composer avec ce «passé difficile» et tenter de le rendre constructif.

L'élite intellectuelle de gauche a été ébranlée dans ses fondements. Sa rhétorique était tellement rigide qu'elle semblait difficilement pouvoir s'adapter, ou même s'assouplir, face aux changements survenus depuis la fin de la guerre froide, sans trahir l'essence du mouvement. Or, la réévaluation des principes, amorcée avec l'union nationale et la fin du rêve socialiste, s'est répandue à d'autres convictions que l'on croyait solidement ancrées. La

promesse d'un pacifisme absolu et de non-intervention, véritable profession de foi, ne résista pas au questionnement. Les efforts de paix et la médiation seront toujours préférés à l'attaque en temps de crise, mais elles ne font plus figures de dogmes. Cette nouveauté est capitale dans l'histoire des idées en Allemagne d'après-guerre.

L'éclatement de l'hégémonie gauchiste et de sa vision unique a laissé les militants divisés. Désormais affaiblie, la gauche allemande est devenue essentiellement défensive, ce qui donne lieu à un nouveau pluralisme. Suite à une réunification où ils n'ont pas fait bonne figure, au revirement de la conjoncture internationale et à la faveur gagnée par le discours conservateur, la plupart des intellectuels ont été poussés à reconnaître certains faits: tout peuple avait besoin d'un réel sentiment d'appartenance et l'Allemagne était désormais une grande puissance démocratique dans l'Europe unie comme dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

Albrecht, Ulrich, et Paul Schäfer, dir. *Der Kosovo-Krieg. Fakten Hintergründe Alternativen*. Cologne, Papy Rossa Verlag, 1999. 226 p.

Asmus, Ronald D. *Germany's Contribution to Peacekeeping: issues and Outlook*. Santa Monica, Rand, 1995. 54 p.

Bark, Dennis L. et David R. Gress. *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*. Paris, Robert Laffont, 1992. 1503 p.

Berger, Stefan. *The search for normality: national identity and historical consciousness in Germany since 1800*. Oxford, Berghahn Books, 1997. 307 p.

Chomsky, Noam. *Le nouvel humanisme militaire. Leçons du Kosovo*. Montréal, Ecosociété, 2000. 332 p.

Christmann, Stefanie, Lutz, S. Dieter. *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*. Berlin, Taschenbuch Verlag, 2000, 281 p.

Enzensberger, Hans-Magnus. *Feuilletage*. Paris, Gallimard, 1998. 211 p.

Glaser, Hermann. *Deutsche Kultur (1945-2000)*. Berlin, Ullstein, 1999. 750 p.

Glötz, Peter. *Die falsche Normalisierung. Die unmerkliche Verwandlung der Deutschen 1989 bis 1994*. Francfort, Suhrkamp, 1994. 269 p.

Gougeon, Jean-Pierre. *L'Allemagne dans les relations internationales de 1890 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 1998. 95 p.

Habermas, Jürgen. *The Past as Future*. Lincoln and London, University of Nebraska Press, 1994. 165 p.

Habermas, Jürgen. *A Berlin Republic: Writings on Germany*. Lincoln, University of Nebraska Press, 1997. 187 p.

Hacke, Christian. *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Weltmacht wider Willen?* Berlin, Ullstein, 1997. 605 p.

Könitzer, Burkhard et Jens Martens, dir. *UN-williges Deutschland.* Bonn, Dietz, 1997. 295 p.

Le Gloannec, Anne-Marie, dir. *L'Etat de l'Allemagne.* Paris, Editions La Découverte, 1996. 439 p.

Mannoni, Olivier. *Un écrivain à abattre. L'Allemagne contre Günter Grass.* Paris, Ramsay, 1996. 207 p.

Markovits, Andrei S. et Reich, Simon. *The German Predicament. Memory and power in the new Europe.* Ithaca et London, Cornell University Press. 1997. 248 p.

Mushaben, Joyce Marie. *From Post-War to Post-Wall Generations.* Boulder, Westview Press, 1998. 419 p.

Radice, Giles. *The New Germans.* London, Michael Joseph, 1995. 235 p.

Sauzay, Brigitte. *Le vertige allemand.* Paris, Olivier Orban, 1985. 261 p.

Schöllgen, Gregor. *Angst vor der Macht.* Frankfurt, Ullstein, 1993. 188 p.

Stephan, Cora. *Der Betroffenheitskult. Eine politische Sittengeschichte.* Berlin, Rowohlt, 1993. 189 p.

Wolffsohn, Michael. *Keine Angst vor Deutschland.* Frankfurt, Ullstein Sachbuch, 1992. 237 p.

Articles

Ackermann, Ulrike et al. "France-Allemagne: aller-retour". *Esprit*, mai 1996, pp. 24-43.

Alter, Reinhard. "Cultural Modernity and Political Identity: From the Historians Dispute to the Literature Dispute" dans Reinhard Alter et Peter Montheat, dir. *Rewriting the German Past. History and identity in the new Germany*, New-Jersey, Humanities Press, 1997. pp 152-174.

Anderson, Jeffrey J. et Goodman, John B. "Mars or Minerva? A United Germany in a Post-Cold War Europe" dans Robert O. Keohane et al. dir. *After the Cold War: international institutions and state strategies in Europe 1989-1991*, Cambridge, Harvard University Press, 1993. pp. 23-62.

Asmus, Ronald D. "The Future of German Strategic Thinking" dans Gary L. Geipel, dir. *Germany in a new Era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993. pp. 137-181.

Bald, Detlef et al. "Zurück, Marsch, Marsch!". *Die Zeit*, 6 mai 1994, p. 52.

Barbier, Hans B. "Anschwellende Zumutung". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25 avril 1994, p. 35.

Berger, Stefan. "Historians and nation-building in Germany after reunification". *Past and Present*, août 1995, pp. 187-222.

Berghan, Volker et al. "Germany and Europe: Finding an International Role" dans Konrad H. Jarausch, dir. *After Unity: Reconfiguring German Identities*. Providence, Berghan Books, 1997. pp. 173-199.

Bergner, Jeffrey T. "Unified Germany: A Great Power with many Options" dans Gary L. Geipel, dir. *Germany in a new Era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993. pp. 183-198.

Bertram, Christoph. "Européaniser la puissance allemande". *Documents*, no°3/1992, pp. 47-51.

_____. "Der Riese, der ein Zwerg sein möchte". *Die Zeit*, 26 avril 1991, p. 3.

_____. "Viele Prinzipien keine Politik". *Die Zeit*, 2 juillet 1993, p. 1

_____. "Notfalls Gewalt". *Die Zeit*, 16 avril 1993, p. 3.

Brands, Maarten C. "Ueberforderung durch Machtzunahme?". *Internationale Politik*, février 1997, pp. 34-40.

Brock, George. "Geht von Deutschland eine Bedrohung aus?". *Internationale Politik*, février 1997, pp.23-28.

Brockmann, Stephen. "German Literary Debates after the collapse". *German Life and Letters*, 24 avril 1994, pp. 65-81.

Cerny, Karl H. "The future Role of a United Germany in the European Community" dans Gary L. Geipel, dir. *Germany in a new Era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993. pp. 90-110.

Claussen, Detlev. "War of Words: An Intellectual Damage Assessment after the Gulf War". *New German Critique*, automne 1992, pp. 67-85.

Clemens, Clay. "Opportunity or Obligation? Redefining Germany's Military Role Outside of NATO". *Armed forces and Society*, hiver 1993, pp. 231-251.

_____. "A special Kind of Superpower? Germany and the Demilitarization of Post-Cold War International Security" dans Gary L. Geipel, dir. *Germany in a new Era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993. pp. 199-240.

Cohn-Bendit, Daniel. "Pour un protectorat européen". *Le Monde*, 8 avril 1999, p. 3.

Conard, Robert C. "Eye on Germany. The New Morality and Politics of Memory". *Debatte*, novembre 1999, pp. 175-184.

Ely, John. "Green Politics and the Transformation of the Left in Germany". *New German Critique*, automne 1997, pp. 177-192

Fest, Joachim. "Offene Gesellschaft mit offener Flanke". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 octobre 1992, p. n5.

Fischer, Joschka. "Die Selbstbeschränkung der Macht muß fortbestehen. Deutschland Rolle und Aufgabe in der globalisierten Welt des 21. Jahrhunderts." dans Karl Kaiser, dir. *Zur Zukunft der Deutschen Außenpolitik. Reden zur Außenpolitik der Berliner Republik*, Europa Union Verlag, Bonn, 1999. pp. 76-95.

_____. "Berlin's Foreign Policy". *Internationale Politik*, printemps 2000, pp. 5-12.

Fitchett, Joseph. "Armed Forces Surpass Expectations. While other Europeans downsize, German military moves into lead." *International Herald Tribune*, 9 décembre 1997, p. 20.

Follath, Erich. "Der etwas andere Krieg, Teil II". *Der Spiegel*, 10 janvier 2000, pp. 134-142.

_____. "Der etwas andere Krieg, Teil III". *Der Spiegel*, 17 janvier 2000, pp. 154-169.

Frisch, Alfred. "Puissance et engagement, le dilemme allemand". *Documents*, no°1/1992, pp. 7-13.

Garton Ash, Timothy. "Germany's choice". *Foreign Affairs*, no°4, juillet-août 1994, pp. 65-81.

Glötz, Peter. "Wider den Feuilleton-Nationalismus". *Die Zeit*, 26 avril 1991, p. 19.

Gordon, Philip H. "The Normalization of German Foreign Policy". *Orbis*, printemps 1994, pp. 225-243.

Gutjahr, Lothar. "Continuity or change? Germany's foreign policy after the 1994 general elections". *Coexistence*, mars 1995, pp. 99-118.

Habermas, Jürgen. "Ein Abgrund von Trauer". *Der Spiegel*, 7 août 1995, pp. 34-35.

Hamilton, Daniel. "New Bargains: Germany as Europe's Central Power" dans Gary L. Geipel, dir. *Germany in a new Era*, Indianapolis, Hudson Institute, 1993. pp. 111-134.

Hahn, H.J. "Es geht nicht um Literatur: some observations on the 1990 "Literaturstreit" and its recent anti-intellectual implications". *German Life and Letters*, janvier 1997, pp. 65-81.

Hartung, Klaus. "Wider das Alte Denken". *Die Zeit*, 17 mai 1991, p. 16.

Hébert, Philippe et Paul Létourneau. "Vers une militarisation de la politique étrangère allemande depuis 1990?". *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, avril-juin 1998. pp. 221-227.

Heilbrunn, Jacob. "Germany's New Right". *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1996, pp. 80-98.

Hofmann, Günter. "Von allen kritischen Geistern verlassen". *Die Zeit*, 7 novembre 1997, p. 3.

_____. "Kulturkampf gegen die Kulturrevolutionäre". *Die Zeit*, 8 janvier 1993, p. 3.

Hogrefe, Jürgen et Alexander Szandar. "Die Spaltung liegt in der Luft". *Der Spiegel*, 26 avril 1999, pp. 22-25.

Huyssen, Andreas. "After the Wall: the Failure of German Intellectuals". *New German Critique*, hiver 1991, pp. 109-143.

Huwe, Klaus. "Peut-on compter sur les Allemands?". *Documents*, no°1/1991, pp. 29-33.

Jarausch, Konrad. "Normalization or Renationalization? Or Reinterpreting the German Past." dans Reinhard Alter et Peter Montheat, dir. *Rewriting the German Past. History and identity in the new Germany*, New-Jersey, Humanities Press, 1997. pp. 23-39.

_____. "Reshaping German Identities: Reflections on the Post-Unification Debate" dans Konrad Jarausch, dir. *After Unity: reconfiguring German Identities*. Providence, Berghan Books, 1997. pp. 1-23.

Jarausch, Konrad et al. "The Presence of the Past: Culture, Opinion and Identity in Germany" dans Konrad Jarausch, dir. *After Unification: Reconfiguring German Identities*. Providence, Berghan Books, 1997. pp. 25-60.

Klingst, Martin. "Kein Pazifist für alle Zeiten". *Die Zeit*, 16 avril 1993, p. 4.

Koelbl, Suzanne. "Ich darf nicht wackeln". *Der Spiegel*, 5 avril 1999, pp. 22-28.

Korte, Karl-Rudolf. "Was denken die anderen über uns?". *Internationale Politik*, février 1997, pp. 47-54.

_____. "Berichte zur Lage der Nation. Vom Umgang mit der erzählenden Literatur im vereinten Deutschland". *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, octobre-décembre 1996, pp. 551-564.

Krieger, Wolfgang. "Toward a Gaullist Germany?". *World Policy Journal*, printemps 1994, pp. 26-38.

Kurbjuweit, Dirk. "Frieden mit aller Gewalt". *Die Zeit*, 12 février 1993, p. 16.

Lefebvre, Jean-Pierre (entretien avec). "Le rêve de la normalité". *Esprit*, mai 1996, pp. 110-124.

Leicht, Robert. "Kämpfen nur mit klarem Ziel", *Die Zeit*, 16 avril 1993, p. 3.

_____. "Der Kampf zwischen Mächten und Rechten". *Die Zeit*, mars 1993, p. 3.

Leinemann, Jürgen et Gerhard Spörl. "Die Sonderwege sind zu". *Der Spiegel*, 2 octobre 2000, pp. 85-89.

Lemasson, Sylvie. "L'Allemagne et la crise du Golfe". *Documents*, no°5/1990, pp. 18-21.

Lenz, Siegfried. "Das Lächeln der Macht". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, cahier Bilder und Zeiten, 26 août 1995, p. 1.

Leparmentier, Arnaud. "En Allemagne, la coalition de gauche fait bloc malgré les états d'âme des Verts". *Le Monde*, 4-5 avril 1999, p. 5

_____. "Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts". *Le Monde*, 7 avril 1999, p. 6.

Lepenius, Wolf. "Für einen Patriotismus der Intellektuellen". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 octobre 1992, p. 33.

Létourneau, Paul et Marie-Elisabeth Räkel. "Germany: to be or not to be normal?" dans Philippe G. Le Prestre, dir. *Role Quests in the Post-cold War era; foreign policies in transition*, Montréal/Kingston, McGill University Press, 1997. pp. 111-130.

Létourneau, Paul. "La politique extérieure allemande et le conflit de l'ex-Yougoslavie". *Relations internationales*, automne 1995, pp. 81-89.

_____. "L'Allemagne devant le nouvel ordre international". *Revue québécoise de science politique*, automne 1993, pp. 105-131.

_____. "La politique étrangère allemande: style nouveau et fidélité au multilatéralisme". *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, avril-juin 1999, pp. 333-345.

Linnenkamp, Hilmar. "The Security Policy of the New Germany" dans Paul B. Stares, dir. *The New Germany and the New Europe*, Washington D.C., The Brookings institutions, 1992. pp. 93-125.

Livingston, Robert G. "United Germany: bigger and better". *Foreign Policy*, été 1992, pp. 157-174.

Maull, Hanns W. "Germany in the Yugoslav Crisis". *Survival*. hiver 1995-1996, pp.99-130.

_____. "German Foreign Policy, Post-Kosovo: Still a "Civilian Power"?". *German Politics*, août 2000, pp. 1-24.

Meiers, Franz-Josef. "Germany: The Reluctant Power". *Survival*, automne 1995, pp. 82-103.

Merseburger, Peter. "L'Allemagne vue de l'extérieure; questions critiques sur le rôle de l'Allemagne dans un nouvel ordre mondial". *Documents*, no°4-5/1992, pp. 171-177.

Mertes, Michael et Hubertus von Morr. "Linke rechts drehend. Neue Allianzen". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 avril 1994, p. 35.

Mohr, Reinhard. "Krieg der Köpfe". *Der Spiegel*, 12 avril 1999, pp. 258-260.

_____. "Verlust der Normalität", *Der Spiegel*, 24 mai 1999, p. 120-121.

Müller, Harald. "German Foreign Policy after Unification" dans Paul B. Stares, dir. *The New Germany and the New Europe*. Washington D.C., The Brookings institute, 1992. pp. 126-178.

_____. "Preparing for the Political: German intellectuals confronting the Berlin Republic". *New German Critique*, automne 1997, pp. 151-176.

_____. "From National Identity to National Interest: The Rise (and Fall) of Germany's New Right". *German politics*, décembre 1999, pp. 1-15.

Nagengast, Emil. "Europapolitik and national interest. Are the Germans normal yet?". *Debatte*, novembre 1999, pp. 9-23.

Naß, Matthias. "Nicht Großmacht, sondern Nothelfer". *Die Zeit*, 16 avril 1993, p. 1.

Naumann, Michael ein Gespräch mit. "Es gibt keine Erlösung". *Der Spiegel*, 5 avril 1999, pp. 194-196.

Raulff, Ulrich. "Bewegliche Zonen. Schriftsteller, Historiker und die Geschichte der Gegenwart". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 avril 1999, p. 49.

Schmidt, Thomas. "Mandarin wider Willen". *Die Welt*, 12 juin 1999, p. 3.

_____. "Les verts entre renouveau et immobilisme". *Esprit*, mai 1996, pp. 84-91.

Schneider, Peter. "Das falsche gute Gewissen der Friedensbewegung". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 avril 1991, p. 31.

_____. "Eiserne Mienen. Der Selbstbetrug der Kriegsgegner". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 avril 1999, p. 43.

Schöllgen, Gregor. "Geschichte als Argument". *Internationale Politik*, février 1997, pp. 1-7.

Seebacher-Brandt, Brigitte. "Strudel im Meinungsstrom. Gegen die geistigen Konformismus". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 avril 1994, p. 31.

Siemons, Mark. "Krieg und Interesse. Wie man mit Moral die Öffentlichkeit umgeht". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 avril 1999, p. 49.

Sommer, Theo. "Waffen nur weil die Wörter fehlen?". *Die Zeit*, 12 février 1993, p. 1.

Stephan, Cora. "An der deutschen Heimatfront". *Der Spiegel*, 4 mars 1991, pp. 238-245.

Strauß, Botho. "Anschwellender Bocksgesang". *Der Spiegel*, 8 février 1993, pp. 202-207.

Stürmer, Michael. «Die Schule der Interessen». *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 avril 1993, p. 1.

Vernet, Daniel. "Europäisches Deutschland oder deutsches Europa?". *Internationale Politik*, février 1997, 15 -22.

Vogt, Jochen. "Have the Intellectuals failed? On the Sociopolitical Claims and the Influence of Literary Intellectuals in West Germany". *New German Critique*, hiver 1993, pp. 3-23.

Vogel, Joachim. "Tragödie eines Einzelgängers". *Der Spiegel*, 7 mars 1993, pp. 236-241.

Walser, Martin. "Ueber freie und unfreie Rede". *Der Spiegel*, 7 novembre 1994, pp. 130-138.

_____. "Die Banalität des Guten". *Süddeutsche Zeitung*, 12 octobre 1998.

Wehler, Hans-Ulrich. "Gurus und Irrlichter". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 mai 1994, p. 31.

Weißmann, Karlheinz. "Die Nation Denken. Wir sind kein Verschwörer". *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 avril 1994, p. 33.

Wette, Wolfram. "Rückkehr zur "Normalität" und Weltmachtdenken. Die Renaissance des Militärischen im neuen Deutschland". *Blätter für deutsche und internationale Politik*, août 1994, pp. 981-990.

Wids, Karl. "Identity Creation and the Culture of Contrition: Recasting "Normality" in the Berlin Republic". *German Politics*, avril 2000, pp. 83-102.